



He. 45.



OBSERVATIONS
SUR LE
GOUVERNEMENT
ET LES LOIX
DES
ÉTATS-UNIS
D'AMÉRIQUE,
Par Mr. l'Abbé DE MABLY.



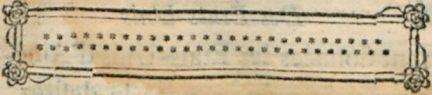
A HAMBOURG
Chez J. G. VIRCHAUX,
Imprimeur - Libraire.

MDCCLXXXIV.

KONFRIED
UNIVERS.
ZVHALIE

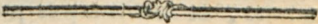


VIXXIIJGG



OBSERVATIONS
SUR LE
GOUVERNEMENT
ET LES LOIX
DES ÉTATS-UNIS
D'AMÉRIQUE.
PREMIERE LETTRE.

A Mr. ADAMS, Ministre-Plénipotentiaire des États-Unis en Hollande & pour les Négociations de la Paix générale.



Remarques générales & préliminaires.

JE viens de lire, Monsieur, avec toute l'attention dont je suis capable, les différentes constitutions que se

A

sont données les États-Unis d'Amérique; & puisque vous le desirez, j'aurai l'honneur de vous faire part de mes remarques: j'espère que vous voudrez bien m'apprendre ce que j'en dois penser.

Tandis que presque toutes les nations de l'Europe ignorent les principes constitutifs de la Société, & ne regardent les citoyens que comme les bestiaux d'une ferme qu'on gouverne pour l'avantage particulier du propriétaire, on est étonné, on est édifié que vos treize Républiques aient connu à-la-fois la dignité de l'homme, & soient allées puiser dans les sources de la plus sage philosophie, les principes humains par lesquels elles veulent se gouverner.

Heureusement pour vous, les Rois d'Angleterre, en donnant à

vos Pères des Chartes pour l'établissement de vos Colonies, se laissèrent conduire par leurs passions & leurs préjugés : ils n'avoient que des idées d'ambition & d'avarice. En se débarrassant d'une foule de citoyens qui les gênoient, ils voyoient déjà se former de nouvelles Provinces qui devoient augmenter la majesté de l'Empire Britannique. Ils se flattoient en même tems d'ouvrir une nouvelle source de richesses pour le commerce de la Métropole; & ils voulurent vous faire prospérer pour jouir plus que vous-mêmes des avantages de votre prospérité. Vous auriez été perdus sans ressource, si ces Princes avoient été assez instruits de la politique malheureuse de Machiavel, pour vous donner des loix favorables à leur ambition. Leur

ignorance vous servit très-utilement : ils s'abandonnèrent à la routine qui gouvernoit l'Angleterre, & établirent parmi vos pères des règles & des loix d'adminiftration qui, en vous rappelant que vous étiez les enfans d'un peuple libre, vous invitoient à vous occuper de vos intérêts communs. Pendant longtems vous avez été sacrifiés aux intérêts de la mère-patrie, & vous avez regardé ces sacrifices comme un tribut qu'il étoit juste de payer à la protection qu'elle vous accordoit, & dont vous aviez besoin. Après la dernière guerre, qui fit perdre aux François tout ce qu'ils possédoient dans votre Continent, vous comprîtes que vos maîtres s'étoient affoiblis par leurs conquêtes mêmes ; vous sentîtes enfin vos forces ; tan-

disque la Cour de Londres ne s'apercevant point du changement arrivé dans vos intérêts & les siens, voulut appesantir son joug déjà trop rigoureux : & cependant il vous étoit permis d'espérer un sort plus heureux, & de former une puissance indépendante.

En ne consultant à votre égard que l'avarice & l'ambition, on vous contraignit à vous rappeler que vous étiez Anglois; & la forme du gouvernement à laquelle vous étiez accoutumés depuis votre naissance, a rendu le peuple capable d'entendre les hommes de mérite qui par leurs lumières, leur prudence & leur courage, ont été les auteurs de votre heureuse révolution. Puisque l'Angleterre, ont-ils dit, s'est crue en droit de proscrire la maison de Stuard

pour élever sur le trône la maison de Hanovre, pourquoi nous seroit-il défendu de secouer le joug de George III, dont le ministère plus intraitable & plus dur que Jacques II, abuse cruellement de notre générosité & de notre zèle? Les États-Unis d'Amérique se sont conduits avec bien plus de magnanimité que les Provinces-Unies des Pays-Bas. Loin de mendier de tous côtés, comme elles, un nouveau maître, vous n'avez pensé qu'à élever parmi vous un trône à la liberté: vous êtes remontés, dans toutes vos constitutions, aux principes de la nature; vous avez établi comme un axiome certain, que toute autorité politique tire son origine du peuple; que lui seul a le droit inaliénable de faire des loix, de les détruire, ou de les modifier, dès

qu'il s'apperçoit de son erreur, ou aspire à un plus grand bien. Vous connoissez la dignité des hommes ; & ne considérant plus les magistrats de la société que comme ses gens d'affaire, vous avez uni & attaché étroitement tous les citoyens les uns aux autres & au bien public, par le sentiment actif de l'amour de la patrie & de la liberté. Puissent ces idées n'être point le fruit d'un engoûment passager ! Puissent-elles subsister longtems parmi vous ! Puissent-elles influencer dans toutes vos délibérations, & affermir de jour en jour les fondemens de votre République fédérative !

C'est un grand avantage pour les Américains, que les treize États n'aient pas confondu leurs droits, leur indépendance & leur liberté,

pour ne former qu'une seule République qui auroit établi les mêmes loix & reconnu les mêmes magistrats. J'aurois cru remarquer dans cette conduite des Colonies une certaine crainte, une défiance d'elles-mêmes qui auroient été d'un mauvais augure; & sur-tout une profonde ignorance de ce qui fait la véritable puissance de la société. Dans cette vaste étendue de pays que vous possédez, comment auroit-on pu affermir l'empire des loix? Comment les ressorts de l'administration ne se feroient-ils pas relâchés en s'éloignant du centre qui les auroit mis en mouvement? Comment sa vigilance auroit-elle pu s'étendre également partout, pour prévenir les abus, ou les forcer à disparaître? Vous auriez vu nécessairement le

courage se ralentir, les mœurs se dégrader, l'amour de la liberté faire place à la licence: & bientôt vous n'auriez plus eu qu'une République languissante, ou agitée par des séditions qui l'auroient démembrée. Le parti contraire qu'ont pris les Colonies de former une République fédérative, en conservant chacune son indépendance, peut donner aux loix toute la force dont elles ont besoin pour se faire respecter. Le magistrat peut être présent partout: vous l'avez éprouvé pendant les sept années que les Anglois vous ont fait inconsidérément la guerre pour vous assujétir; il s'est établi entre les États-Unis une émulation qui leur a donné le même courage & la même sagesse. Réunies par le lien du Congrès continental, aucune de vos pro-

vinces ne s'est démentie, & toutes se sont prêté un secours mutuel.

Je souhaite que ce premier sentiment d'union & de concorde avec lequel vous êtes nés, jette de profondes racines, & s'affermisse dans vos cœurs; que le tems & l'expérience des biens dont vous allez jouir, vous convainquent que vous ne pouvez point être heureux aux dépens les uns des autres. Un avantage inestimable que j'attends de votre fédération, c'est qu'elle vous préservera de cette malheureuse ambition qui porte tous les peuples à regarder leurs voisins comme leurs ennemis. Tranquilles, & sous la protection du Congrès continental; pleins de sécurité les uns à l'égard des autres, vous n'aurez entre-vous aucune jalousie, aucune envie, aucune haine,

& vous offrirez en Amérique le même spectacle que les Suiffes présentent à l'Europe qui n'est pas assez sage pour les admirer.

Le Congrès continental, ce nouveau Conseil Amphictionique, mais formé sous de plus heureux auspices que celui de l'ancienne Grèce, sera le centre commun où tous les intérêts particuliers iront se confondre, pour n'en former qu'un général & toujours le même. Les Délégués des États à cette auguste assemblée, y acquerront nécessairement des vues plus étendues & plus sociales; & à leur retour, ils les communiqueront à leurs concitoyens. Puissent toutes les provinces qui sont circonscrites dans des limites déterminées, comme Massachussets, Connecticut, Rhodes-Island, New-Jersey, Delawarre,

Maryland n'être travaillées que d'un seul défaut qui honore les nations ; je veux parler de cette heureuse abondance de citoyens, qui en faisant l'éloge d'un gouvernement, ne laisse pas quelquefois de lui être à charge ! Que ces États, Monsieur, que je viens de nommer, renouvellent le spectacle que donna autrefois la Grèce dont les Colonies heureuses se firent partout une nouvelle patrie ! J'espère que loin d'abuser de la multitude de leurs citoyens pour faire des conquêtes, ils les enverront dans vos provinces, qui n'ont, pour ainsi dire, aucune borne dans le continent, & dont les terres desirent des cultivateurs ; ces peuplades refferrent plus étroitement les liens de votre union & de vos intérêts.

J'aime à vous rappeler, Mon-

fieur, tout ce qui peut contribuer au bonheur de l'Amérique. Vous avez acquis votre indépendance avant que de connoître l'ambition, & sûrement vous n'imiterez point les nations de l'Europe qui se sont dépeuplées & affoiblies, en établissant leurs colonies les armes à la main. Vous connoissez trop les droits des hommes & des nations, pour que des erreurs cruelles, l'ouvrage des fiefs & de la chevalerie, puissent vous tromper, comme elles ont trompé les Espagnols, les Portugais, les Anglois & les François. Je remarquerai même avec plaisir que vous trouvez aujourd'hui dans une situation plus heureuse que les anciennes républiques dont nous admirons le plus la sagesse & la vertu; & que vous pourrez avec moins de

peine imprimer à vos établissemens un caractère de stabilité qui rend les loix plus chères & plus respectables.

Vous le savez, Monsieur, les Républiques anciennes étoient, pour ainsi dire, renfermées dans les murs d'une même ville, & ne possédoient qu'un territoire très-médiocre. Tous les citoyens pouvoient aisément se trouver aux délibérations publiques: ces assemblées nombreuses, en qui résidoit la puissance législative, & contre qui personne n'avoit droit de réclamer, étoient exposées à des mouvemens convulsifs de passion, d'engouement & d'enthousiasme qui dérangoient souvent tout l'ordre public. Au milieu de ces caprices, les loix n'acquéroient point assez d'autorité pour fixer le caractère des citoyens, & la République ne dut

souvent son salut qu'à la fortune, ou à quelque grand homme qui vint au secours du peuple, & profita de sa consternation pour l'empêcher d'abuser encore de son pouvoir.

Chez les Américains au contraire la multitude sera moins hardie, moins impérieuse, & par conséquent moins inconstante; parceque l'étendue des domaines de chaque République & le nombre de ses citoyens ne lui permettent pas de les rassembler tous à-la-fois dans le même lieu. Vous avez adopté la méthode moderne de diviser les pays en cantons ou districts qui délibèrent à part de leurs intérêts, nomment eux-mêmes & chargent de leurs pouvoirs les citoyens qu'ils jugent les plus dignes de les représenter dans l'assemblée législative de la République. Il vous

est dès-lors beaucoup plus aisé d'y mettre l'ordre. Les Représentans ne feront jamais en assez grand nombre pour que leur assemblée puisse dégénérer en cohue. Ils craindront l'opinion publique; ils sauront qu'ils auront à répondre de leur conduite à leurs commettans. S'ils se trompent, l'erreur ne produira qu'un mal passager, parceque leur commission n'est qu'annuelle: elle servira même à éclairer leurs successeurs qui répareront leurs fautes sans beaucoup de peine.

Je vois avec plaisir, Monsieur, que dans toutes vos constitutions vous avez religieusement respecté les droits que vous avez reconnus dans le peuple. Elles ont même mis sous leur protection tous les hommes qui ne sont pas encore membres de

la République, parcequ'ils n'en paient point les charges, & ont vendu le travail de leurs mains à des maîtres. Ces hommes sous le nom d'esclaves, si méprisés chez les anciens, & qui aujourd'hui en Europe, avec le titre de la liberté, languissent dans un véritable esclavage; vous avez eu l'habileté de les attacher au sort de la République en leur fournissant un moyen de sortir de leur état & d'acquérir un pécule & une industrie qui les élèveront à la dignité de citoyens.

C'est par une suite de ces principes d'humanité, que vous avez adoptée chez vous, par une loi particulière & authentique, la jurisprudence des Jurés qui est tout ce que les hommes ont imaginé de plus sage pour établir entre les forts & les

foibles une sorte d'égalité, ou plutôt une véritable égalité. Vous avez assuré à chaque citoyen cette première sûreté & la plus essentielle, de ne pouvoir être opprimé par un ennemi puissant. Le magistrat lui-même ne peut point abuser de son pouvoir pour servir des passions particulières, en feignant de travailler à la sûreté publique. On diroit que dans la plupart des États de l'Europe, la jurisprudence criminelle n'a été inventée que pour permettre au gouvernement de sauver les coupables qui lui sont chers, ou de faire périr ses ennemis innocens par le ministère même d'une justice qui se prostitue à ses volontés. Vous ne connoissez point, & j'espère que vous ne connoîtrez jamais ces procédures clandestines & secrètes, capa-

bles d'effrayer assez l'innocence pour la troubler, l'interdire, & lui ôter le sang-froid dont elle a besoin pour se défendre. Vous vous souviendrez toujours que c'est en voulant vous priver de la sûreté bienfaisante de vos Jurés, pour vous soumettre aux tribunaux de Londres, que l'Angleterre a tenté d'établir sur vous sa tyrannie. Vous voyez enfin que c'est à cette jurisprudence salutaire que les Anglois doivent le reste de liberté dont ils jouissent, & cet esprit national qui les soutient dans leur décadence. Tandis que les grands & les riches se vendent lâchement aux Ministres, que deviendrait la nation, si le peuple, privé de la protection des Jurés, pouvoit être opprimé par des jugemens arbitraires? Il perdrait son courage & sa

fiercé, la dernière ressource de l'Angleterre. Les États-Unis d'Amérique n'auront jamais rien à craindre à cet égard, s'ils n'oublient jamais que les auteurs de leurs premières constitutions ont recommandé à la puissance législative de corriger les loix qui sont trop sévères, qui flétrissent l'ame ou l'effarouchent, & qui, n'étant pas proportionnées à la nature des délits, ne peuvent que jeter dans l'erreur les citoyens peu éclairés, incapables de l'être, & qui n'ont point d'autre morale que celle que leur donnent les loix; ils confondroient la nature de leurs devoirs, & ne sauroient point quels sont les vices dont ils doivent s'éloigner avec le plus de soin.

Après vous avoir exposé mes espérances, je ne dois pas, Monsieur,

vous cacher mes craintes. Je conviendrai avec vous que la Démocratie doit servir de base à tout gouvernement qui veut tirer le meilleur parti possible des citoyens. En effet, il est assez prouvé, par une expérience constante, que ce n'est que par ce moyen que la multitude peut s'intéresser au bien de la patrie, & en la servant avec autant de zèle que de courage, s'associer en quelque sorte à la sagesse de ses conducteurs. Mais vous conviendrez, je crois, avec moi, que cette Démocratie veut être maniée, tempérée, & établie avec la plus grande prudence. Je vous prie d'observer que la multitude dégradée par des besoins & des emplois qui la condamnent à l'ignorance & à des pensées viles & basses, n'a ni les moyens ni le tems

de s'élever par ses méditations jusqu'aux principes d'une sage politique. Se laissant donc gouverner par ses préjugés, elle ne jugera du bien de l'Etat que par ses intérêts particuliers, & ce qui lui fera utile lui paroîtra sage.

Le peuple ne peut se croire libre, sans être tenté d'abuser de sa liberté, parcequ'il a des passions qui cherchent continuellement à se mettre plus à leur aise. On se forme des espérances qui préparent les esprits à être moins dociles; on ne peut s'empêcher d'envier le sort de ses supérieurs, & on voudroit s'élever jusqu'à eux, ou les rabaisser jusqu'à soi. Qu'arrive-t-il de-là? Les citoyens de la première classe ont aussi leurs passions qui, si je puis parler ainsi, se gendarment contre la pré-

tendue insolence du peuple. On l'accusera de former des projets suivis d'aggrandissement, tandis qu'il ne fait encore qu'obéir aux circonstances: il falloit l'appaiser, & on l'irrite. Pour conserver son crédit, on cherche à l'augmenter, & telle est l'illusion des passions, qu'en aspirant bientôt à la tyrannie, on croit ne travailler qu'à l'affermissement de l'ordre & du repos public. Les esprits s'irritent; une première injustice en rend une seconde nécessaire, les injures surviennent. La vengeance seule sert alors de politique. Les révolutions se succèdent, & c'est la fortune seule qui décide alors du sort de la République. Je ne crois pas m'abuser, Monsieur, par des craintes vaines: ce qui est arrivé constamment chez tous les peuples où la li-

berté des citoyens n'a pas été établie & ménagée avec autant de sagesse qu'à Lacédémone, doit instruire les législateurs à n'employer la Démocratie dans une République qu'avec une extrême précaution.

On me dira peut-être que les loix américaines sont calquées sur les loix d'Angleterre, dont tant d'écrivains ont loué la sagesse; j'en conviens, & je voudrois pour votre bonheur pouvoir n'en pas convenir. On voit, Monsieur, dans vos loix l'esprit des loix angloises; mais je vous prie de remarquer la prodigieuse différence qu'il y a entre votre situation & celle de l'Angleterre. Le gouvernement anglois s'est formé au milieu de la barbarie des fiefs. On croyoit que Guillaume-le-Conquérant & ses successeurs possédoient seuls route la

puissance publique ; & tant s'en faut que le peuple ne se crût pas né pour la servitude, que les Barons eux-mêmes ne croyoient tenir leurs prérogatives que de la munificence du Prince. C'est une vérité dont on ne peut douter ; si on lit avec quelque attention la grande Charte que les Barons arrachèrent à Jean-sans-terre, & qui devint à-la-fois le principe de tous les mouvemens convulsifs que la nation a éprouvés, & la règle de la conduite qu'elle a tenue jusqu'à présent pour établir la liberté dont elle jouit encore. C'est ainsi que s'est formé lentement le caractère national des Anglois : chacun s'est accoutumé peu-à-peu à la place qu'il occupe, & une habitude routinière a associé l'ambition du Prince & la liberté des sujets.

C

Les Etats - unis d'Amérique se font formés d'une manière toute différente, & leurs loix ne sont point l'ouvrage de plusieurs siècles & de mille circonstances contraires qui se sont succédées les unes aux autres. Les commissaires ou délégués qui ont réglé leurs constitutions, ont adopté les vrais & sages principes de Locke sur la liberté naturelle de l'homme & la nature du gouvernement. Mais ce passage de la situation où vous vous trouviez sous la domination angloise, à celle où vous êtes aujourd'hui, n'a-t-il pas été trop brusque? Je craindrois que les esprits n'y fussent pas assez préparés; & j'ai souvent dit à quelques-uns de vos compatriotes, que je m'intéressois trop à leur fortune pour ne pas leur desirer une guerre

qui par sa longueur pût les corriger de leurs préjugés, & leur donner toutes les qualités que doit avoir un peuple libre.

Permettez-moi, Monsieur, de vous demander si dans vos nouvelles loix, on s'est bien proportionné aux connoissances & aux passions de la multitude, qui n'est jamais assez éclairée pour confondre la liberté & la licence? Ne lui a-t-on pas plus promis qu'on ne vouloit & qu'on ne pouvoit tenir? S'il est vrai que par une suite de vos liaisons avec l'Angleterre, il y ait parmi vous un germe d'Aristocratie qui cherchera continuellement à s'étendre; n'y auroit-il point quelque imprudence à vouloir établir une Démocratie trop entière? C'est mettre en contradiction les loix &

les mœurs. Il me semble qu'au lieu de réveiller magnifiquement l'ambition & les espérances du peuple, il auroit été plus sage de lui proposer simplement de s'affranchir du joug de la Cour de Londres, pour n'obéir qu'à des Magistrats que la médiocrité de leur fortune rendroit modestes & amis du bien public; en réglant ses droits de façon qu'il ne pût craindre aucune injustice, il auroit fallu principalement s'occuper à mettre des entraves à l'Aristocratie, & faire des loix pour empêcher les riches d'abuser de leurs richesses & d'acheter une autorité qui ne doit pas leur appartenir.

Je croirois que les constitutions américaines vous mettent dans le même cas où les Romains se trouvèrent après avoir chassé les Tar-

quins. Pour intéresser le peuple à la cause de la liberté, les Patriciens lui firent les plus magnifiques promesses. Ils s'emparèrent de toute la puissance publique, tandis que les Plébéiens, de leur côté, se flattoient de ne plus obéir qu'aux loix. Les uns abusèrent de leurs forces, les autres étoient trop fiers pour y consentir, & de ces intérêts opposés naquirent toutes les dissensions de la place publique.

Vous me direz sans doute, Monsieur, qu'il n'est pas malheureux pour les Etats - unis d'Amérique de ressembler aux Romains, dont la République a offert le spectacle le plus admirable, & établi son empire sur tout le monde alors connu. Je prendrai la liberté de vous répondre qu'en effet il n'y a point

aujourd'hui de peuple qui ne pût aisément se consoler de leur ressembler dans leurs fautes, s'il pouvoit leur ressembler dans tout ce qu'ils ont fait de grand, de sage & de magnanime; mais par malheur nos mœurs modernes ne nous permettent plus d'avoir de pareilles espérances, & ces mœurs ont passé jusqu'en Amérique. L'amour de la patrie, de la liberté & de la gloire n'abandonnoit point les Romains, même dans les momens où leur emportement paroïssoit extrême; & leurs passions s'étoient accoutumées à s'affocier avec la justice & la modération. Il y a longtems que la politique de l'Europe, fondée sur l'argent & le commerce, a fait disparoître les vertus antiques; & je ne fais si une guerre de sept ans a

pu les faire renaître en Amérique. Quoi qu'il en soit, je crains que les riches ne veuillent former un ordre à part & s'emparer de toute l'autorité, tandis que les autres, trop fiers de l'égalité dont on les a flattés, refuseront d'y consentir ; & de là doit nécessairement résulter la dissolution du gouvernement qu'on a voulu établir. Si cette révolution se fait d'une manière tranquille, insensible, & comme par distraction, ce seroit une preuve que les ames n'auroient aucune énergie : il est vrai que la République ne seroit exposée à aucune sédition, aucun orage ; mais de quelle noblesse, de quelle générosité les citoyens serent-ils alors capables ? Et sans ces qualités, peut-il subsister une vraie liberté ?

Si ce changement éprouve au contraire quelque résistance, quelles cabales, quelles intrigues, quelles menées fourdes ne faut-il pas craindre? J'en vois résulter la haine, la jalousie, passions qui ne mesurent point leurs démarches, & qui traînent à leur suite mille autres vices qui font les avant-coureurs d'une tyrannie, tantôt audacieuse & tantôt timide.

Je m'arrête, Monsieur, en entamant une nouvelle question je craindrois que ma lettre ne devînt trop longue. Dans celle que j'aurai l'honneur de vous écrire demain, je prendrai la liberté de vous faire part de mes réflexions ou de mes scrupules sur les loix de Pensylvanie, de Massachussets, & de Géorgie. Pourquoi vous dissimulerois-je mes

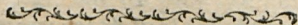
craintes & mes doutes, puisqu'ils vous prouveront l'intérêt que je prends au fort de l'Amérique, & je les dois aux sentimens dont vous voulez bien m'honorer.

A Passy, 24 Juillet 1783.



II. LETTRE.

*Réflexions sur les loix de Pensylvanie,
de Massachusetts & de Géorgie.*



JE crois, Monsieur, que pour procéder d'une manière sûre, je dois d'abord m'attacher à l'examen des loix fondamentales; & j'entends par ces mots la forme que chacune de vos Républiques a donnée à son gouvernement. C'est de-là en effet

que chaque peuple tire son caractère & parvient à le fixer. Si ce gouvernement pourvoit à tous ses besoins, si toutes les parties en sont faites les unes pour les autres, si elles tendent toutes à la même fin; & qu'au lieu de s'embarraffer & de se nuire, elles se prêtent un secours mutuel; je suis sûr que de jour en jour la prospérité de la République s'affermira davantage. Pourquoi? C'est que les passions, après avoir fait des efforts inutiles pour se soustraire à l'autorité des loix & les violer impunément, prendront peu-à-peu le parti de se soumettre pour se trouver elles-mêmes plus à leur aise. Le citoyen aura alors les mœurs de son gouvernement, & la société sera aussi parfaite qu'elle peut l'être.

Mais si la puissance législative,

qui est l'ame de l'État, ou le pivot sur lequel tourne toute la machine politique, n'est pas établie sur de justes proportions; quels désordres au contraire n'en doit-il pas résulter? La Pensylvanie a confié le droit de faire les loix à une Chambre composée des hommes libres de la République, & choisis pour y représenter les habitans de leur ville ou de leur Comté, & porter en leur nom les loix & faire les réglemens qu'ils jugeront les plus salutaires. Il est ordonné que les Représentans seront choisis parmi les hommes les plus recommandables par leur sagesse & leur vertu. Fort bien! Mais je vous avoue, Monsieur, que je ne compterai sur cette loi de style qu'autant que le législateur aura pris les mesures nécessaires

pour qu'on y obéisse fidèlement.

Si par leurs mœurs les Pensylvaniens sont disposés à se conformer à ce règlement ; si la probité leur est chère , s'ils sont disposés à la récompenser , je demande pourquoi le législateur ordonne que l'élection des Représentans se fera au scrutin ? Cette forme d'élection qu'on croit nécessaire me fait conjecturer que la Pensylvanie est bien loin d'avoir l'esprit qui doit animer une Démocratie. Je pense que d'une part , il y a déjà des hommes assez puissans dans leurs villes & leurs Comtés pour qu'on doive les ménager ; & que de l'autre on auroit de la peine à y trouver des Electeurs qui osassent dire ouvertement leur avis. Dans toutes les Républiques bien gouvernées , je vois,

Monfieur, qu'on a voulu que les citoyens euſſent le courage de prononcer à haute voix leur ſentiment : c'eſt les accoutumer à n'en avoir que d'honnêtes. Les plus ſages politiques de l'antiquité ont blâmé l'uſage du ſcrutin ; & l'on peut ſe rappeler ce que Cicéron en dit dans un tems où la République Romaine étoit partagée par des partis qu'il étoit ſi dangereux d'offenſer. Quand la vérité eſt obligée de ſe montrer en ſecret & ſous un maſque, le menſonge eſt bientôt prêt à ſe montrer effrontément. Si le ſcrutin annonce la décadence d'un Etat libre, on ne doit pas l'employer à ſa naiſſance ; ſ'il eſt néceſſaire, concluez-en qu'il faut reſſerrer les droits de la Démocratie.

Personne, eſt-il dit, ne pourra

D

être élu Représentant d'une ville; ou d'un Comté, à moins qu'il n'y ait résidé pendant les deux années qui précéderont l'élection. Cette loi, il est vrai, est plus sage que celle d'Angleterre qui permet d'être Député au Parlement de la part d'une ville ou d'un Comté qu'on n'habite pas; mais une épreuve de deux ans ne suffit pas pour gagner ma confiance: pendant un si court espace de tems, un homme dépravé peut, sans beaucoup de peine, cacher ses mœurs & montrer des sentimens qu'il n'a pas. J'exigerois qu'un candidat eût passé quelque office public de sa ville ou de sa Comté, qui l'eût mis à portée de faire connoître sa probité & ses lumières. Les hommes en général n'estiment que ce qu'on leur fait

acheter un peu chèrement ; & il importe beaucoup que la puissance législative soit composée de citoyens accoutumés à se respecter , & qui aient une haute idée de l'emploi auguste dont ils sont chargés.

Tous les États - unis d'Amérique ont exigé une certaine fortune soit dans les Représentans, soit dans leurs Electeurs : la Pensylvanie seule admet indifféremment à ces prérogatives tous les habitans qui pendant un an auront payé les charges de l'Etat. Il semble que par cet arrangement le législateur fasse plus d'attention au mérite qu'à la fortune : & rien au premier aspect ne paroît plus juste ; mais n'y a-t-il pas , Monsieur , des circonstances où le plus grand bien n'étant qu'une chimère , on doit se contenter par

sageffe d'un établissement moins parfait ? Si une République est assez heureuse pour ne connoître encore les richesses ni la pauvreté, on peut, on doit même y établir la loi de la Pensylvanie, parcequ'elle ne choquera point les mœurs publiques, & fera favorable à la Démocratie. Mais si la fortune a déjà mis entre les citoyens des différences qui ne permettent plus que les conditions soient confondues, au lieu d'aspirer à une pure Démocratie, ne faudroit-il pas alors ne lui accorder que les privilèges & les droits nécessaires pour rendre l'Aristocratie plus circonspecte, & l'empêcher de se livrer à l'ambition qui lui est naturelle ? Peut-être le parti le plus sage dans ces circonstances seroit-il d'imiter la politique de Solon, qui,

pour ne pas révolter les riches, exigea qu'on jouît d'un certain revenu pour avoir droit de parvenir aux magistratures.

Un des plus dangereux écueils de la politique, c'est de vouloir confondre & unir des établissemens bons en eux-mêmes & considérés séparément; mais qui ne peuvent s'affocier. La loi de Pensylvanie favorise sans ménagement la Démocratie; mais cette partialité même n'est propre qu'à effaroucher les riches, qui ne consentiront jamais à n'avoir pas d'autres droits & d'autres prérogatives que la multitude ou les pauvres.

Permettez-moi, Monsieur, de vous demander si vous croyez que les mœurs & les préjugés que vous avez contractés sous la domination angloise, vous permettent d'aspirer

à une pure Démocratie , gouvernement excellent avec de bonnes mœurs , mais détestable avec les nôtres. Pour moi , je croirois que l'Amérique est poussée à l'Aristocratie par une force supérieure qui détruira les loix qui voudroient s'y opposer. La politique qui doit s'occuper de l'avenir en réglant le moment présent , fera donc une faute infigne , si elle veut établir entre les citoyens une égalité de droits , contraire à tous leurs préjugés , & qui par conséquent ne peut subsister. Plus le législateur prendra de mesures pour réussir , moins il doit se flatter de réaliser ses espérances : ses efforts ne serviront qu'à irriter des passions intraitables qui précipiteront la République ou dans l'anarchie , ou dans l'oligarchie.

Je ne crains point de me tromper en disant que la Démocratie demande beaucoup de mœurs ; & j'ajoute que, quelque sages & bien proportionnées entr'elles que soient ses loix constitutives, elle ne peut subsister que dans une République telle que celles de l'ancienne Grèce, où tous les citoyens se connoissoient, se servoient mutuellement de censeurs, & étoient continuellement sous les yeux & sous la main des magistrats. Cette doctrine que je prends la liberté de vous exposer, je l'ai puisée dans Platon, dans Aristote, dans tous les Politiques anciens ; & il me semble que cette savante théorie n'est que trop bien prouvée par toute l'histoire. Dans ce moment j'ai sous les yeux la carte de vos possessions, & je ne puis songer sans une forte

d'effroi à la vaste étendue de territoire que renferme la Pensylvanie. Il ne faut qu'un homme adroit, hardi, entreprenant, qui n'ait rien à perdre & beaucoup à espérer dans le trouble, pour y causer, ou du moins pour y préparer une révolution. Mais sans parler de ces aventuriers qui, de leur autorité privée, s'érigeront en Tribuns du peuple, qui me répondra que quelque riche commerçant, en affectant une politique populaire, ne profitera pas des inquiétudes, des haines, de jaloufies toujours renaiffantes dans une Démocratie où les fortunes font si disproportionnées, pour attifer le feu de la discorde civile, effayer son pouvoir & établir sa tyrannie ?

On me dira peut-être que je me fais des chimères pour avoir le plai-

fir de les combattre : mais je vous prie , Monsieur , de relire l'histoire de Florence ; & vous craindrez , si je ne me trompe , qu'il ne s'élève en Pensylvanie des Médicis, qui passeront de leur banque ou de leur comptoir sur le trône. A quoi ne peuvent pas conduire l'ambition , le génie, l'argent & la faveur populaire ? Il ne faudroit qu'un pareil exemple pour rompre tous les liens de votre confédération. Je suis fâché de m'arrêter si longtems sur ces tristes objets ; mais si la politique, instruite de la force des passions & des caprices de la fortune , ne veut pas se tromper, elle doit être très-facile à craindre, & plus difficile encore à espérer.

Le peuple , dit la loi de Pensylvanie , *a droit de s'assembler, de consulter pour le bien commun , de don-*

ner des instructions à ses Représentans, & de demander à la législature, par la voie d'adresses, de pétitions, ou de remontrances, le redressement des torts qu'il croit lui être faits.

Je vous avoue, Monsieur, que j'ai peine à comprendre la pensée de cette loi. Que le peuple ait droit de consulter sur ses intérêts, & de donner des instructions à ses Représentans, quand il est assemblé pour les nommer; rien n'est plus juste ni plus raisonnable, rien alors n'est fédicieux. Mais je demande si le peuple a droit de s'assembler toutes les fois qu'il lui en prendra fantaisie, sans être astreint à aucune règle, à aucune police, & sans être sous les yeux d'un magistrat? Si c'est-là l'esprit de la loi, il faut convenir, Monsieur, qu'à force d'être populaire,

elle est véritablement Anarchique. Les loix ne peuvent rendre trop respectable la puissance législative; & je vois ici qu'on l'expose aux caprices d'une assemblée tumultueuse que ramassera un brouillon, un mécontent qui aura assez d'éloquence pour entraîner les esprits. Ces adresses, ces pétitions, ces remontrances peuvent être utiles & même nécessaires en Angleterre, où les Parlemens sont septénaires & trahissent quelquefois les intérêts de la nation; tandis-que le Roi & ses ministres ont une autorité trop prépondérante, dont il est à propos de se défier & qu'il est sage d'intimider. Mais en Pensylvanie, elles ne sont bonnes à rien, parceque l'assemblée législative s'y renouvelle tous les ans, de même que les magistrats chargés de

la puissance exécutive. Si je ne me trompe, les loix en Angleterre doivent tenir le peuple attentif à ses intérêts, parceque sa liberté a de puissans ennemis: mais au contraire elles doivent apprendre au peuple de Pensylvanie à avoir un peu de patience, & sur-tout à ne jamais agir que sous la direction d'un magistrat, parceque l'Anarchie ne lui peut être d'aucune utilité.

Je vous découvrois moins librement mes pensées, Monsieur, si vous aimiez moins la vérité, ou si mes erreurs étoient capables de vous tromper. Je doute que vous approuviez la constitution de Pensylvanie, quand, aulieu de rendre la puissance législative aussi respectable, aussi grande, aussi complete qu'elle doit l'être, elle lui refuse la faculté de rien ajou-

ter, ni de rien changer à sa première constitution. Voilà, je l'avoue, une étrange loi. Les législateurs assemblés à Philadelphie pour jeter les fondemens d'une République naissante, pouvoient-ils ignorer que rien ne peut borner la puissance législative? Cette assemblée se croyoit-elle infallible? De nouvelles circonstances, de nouvelles affaires, de nouvelles mœurs, de nouveaux besoins, n'exigeront-ils pas de nouvelles loix, ou qu'on apporte quelque modification aux anciennes? Quelle puissance supérieure, ou même égale à l'assemblée législative, les premiers législateurs ont-ils imaginée pour contraindre celle-ci à observer ponctuellement ce qu'ils ont ordonné? On ne doit jamais porter une loi qui peut être violée impunément.

Il me semble que c'est un axiome reconnu sur toute la terre, que la puissance législative ne doit être bornée par rien, si on ne veut pas la détruire ou rendre son action inutile. A quoi servira donc cette clause dont je me plains? A diminuer le respect profond dont tout citoyen doit être pénétré pour le corps législatif; à faire naître des contestations & des querelles sur la nature des nouveaux réglemens, & autoriser les jurisconsultes, qui sont tous naturellement sophistes, à interpréter les loix à leur volonté, & à prouver que les nouvelles sont nulles & sans force, parcequ'elles ne sont pas conformes aux anciennes.

Autre scrupule; car je ne donne que ce nom à mes observations. Dans une République où les pères

offriroient à leurs enfans l'exemple des mœurs simples de la Démocratie, je ne ferois point fâché que tout jeune homme de vingt-&-un ans, né dans l'Etat, & qui auroit presque toujours vécu dans sa famille, eût droit de suffrage dans l'élection des Représentans de sa ville, ou de sa Comté. C'est à cet âge qu'on aime le bien avec plus de courage; & il ne faut pas beaucoup de lumières pour savoir quels sont les citoyens d'un canton qui jouissent de la meilleure réputation. Mais c'est être, je crois, trop libéral que d'accorder ce privilège à tout aventurier qui sera venu pendant un an payer les taxes de l'Etat. Il doit nécessairement résulter de cette disposition, qu'une foule de jeunes gens qui ne jouissent pas, dans les autres Etats-Unis, du

droit de citoyens, se réfugièrent dans la Pensylvanie : ils ne porteront point les mœurs simples que demande la Démocratie. Les aventuriers se vendront aux différens partis qui partageront les villes & les comtés, & l'on n'a rien à attendre de bon de ces passe-volans.

La loi veut que les enfans des Franc-tenanciers, âgés de vingt-&-un ans, aient voix dans l'élection des Représentans, quoiqu'ils n'aient point payé de taxes. J'y consens ; mais je demande comment cette distinction aristocratique peut, si je puis parler ainsi, s'amalgamer avec les principes tout démocratiques des Pensylvaniens ? La vanité qui est dans le cœur de tous les hommes, est de toutes les passions la plus agissante & la plus subtile. Je gagerois

que ces Franc-tenanciers regarderont leur privilège comme une sorte de dignité qui les sépare & doit les séparer des citoyens qui ne possèdent pas des terres. Après les avoir dédaignés, ils ne voudront point se confondre avec eux. Voilà deux ordres de famille. De ce que les unes jouiront d'une prérogative particulière, elles concluront qu'elles doivent former un ordre à part. Je vois se former une noblesse héréditaire que les loix américaines proscrivent. Je vois des combats continuels entre l'Aristocratie que les passions établiront, & la Démocratie que les loix protégeront; & pour que la République en sortît avec avantage, ou du moins sans se perdre, il faudroit que les citoyens eussent les vertus des beaux tems de Rome,

c'est-à-dire, crussent qu'il y a quelque chose de plus précieux que l'argent.

S'il arrivoit qu'une ou plusieurs villes, un ou plusieurs comtés négligeassent, ou refusassent d'envoyer des Représentans à l'assemblée générale, les deux tiers des membres des villes ou comtés qui auront élu & envoyé les leurs, auront tous les pouvoirs de l'assemblée générale aussi pleinement & aussi amplement que si la totalité étoit présente, pourvu toutefois que lorsqu'ils s'assembleront, il se trouve des Députés de la majorité des villes & comtés.

Voilà, je l'avoue, Monsieur, une des loix les plus extraordinaires qu'on puisse trouver dans le code d'un peuple qui s'assemble pour former sa constitution. Je demanderois

volontiers aux législateurs sur quel fondement ils ont soupçonné ou prévu que quelque ville ou quelque comté pourroit être capable d'une pareille négligence, ou d'une mauvaise volonté si criminelle. Si cette loi leur a paru nécessaire, il faut qu'il y ait déjà dans l'esprit des citoyens un préjugé, une erreur, un vice qui sépare leurs intérêts de ceux de la République, & y prépare un schisme fatal. Il falloit donc en même tems y remédier: il falloit donc prendre des mesures pour empêcher que la puissance publique ne fût dégradée. Car les villes ou les comtés qui n'auront pas envoyé leurs Représentans à l'assemblée générale législative, prétendront sans doute ne pas obéir à des loix qui ne seront pas leur ouvrage. Vice énorme! il sup-

pose une indifférence monstrueuse pour la patrie, & annonce dans une Démocratie l'entière dissolution de la République.

A la bonne heure que les portes de l'assemblée législative soient ouvertes à tout le monde: ce fera une école où les citoyens pourront aller s'instruire. Il est bon qu'on imprime tous les huit jours le Journal de ses sessions: la Démocratie est ennemie du mystère, & elle a besoin qu'on l'éclaire; mais il est peut-être dangereux que *tous les bills qui auront un objet public soient imprimés pour être soumis à l'examen du peuple.* C'est peut-être le plus sûr moyen de rendre tout problématique. Qui ne fait combien le peuple est ignorant, imbécille & sujet à la prévention, quand il auroit même autant d'esprit

& de lumières que le peuple de l'ancienne Athènes. Le législateur n'auroit-il pas dû se borner à prescrire que *les raisons & les motifs qui détermineront à porter une loi seront complètement & clairement développés dans le préambule des ordonnances?* Cette précaution suffisoit pour porter les Représentans à ne pas agir témérairement, & prémunir le peuple contre les sophismes des citoyens inquiets & mal-intentionnés.

Passons à la puissance exécutive, sans laquelle il seroit inutile de faire des loix. Les Pensylvaniens l'ont confiée à un Conseil composé de douze magistrats, qui doivent être nommés par les mêmes Electeurs qui auront choisi les Représentans de la ville de Philadelphie & des onze comtés qui forment cette Républi-

que. Ce Conseil aura à sa tête un Président ou son Vice-Président ; & l'un & l'autre seront élus tous les ans au scrutin par l'assemblée générale & le Conseil réunis ; mais ils seront toujours choisis parmi les membres du Conseil.

J'oserois blâmer, Monsieur, & cela sans crainte de me tromper, que la formation du Conseil exécutif ne soit pas l'ouvrage de l'assemblée générale. Pourquoi, je vous prie, confier à vos électeurs de 21 ans, à une multitude toujours ignorante & portée naturellement à aimer les magistrats indulgens, le soin de choisir des hommes destinés à veiller à l'observation des loix, & manier les intérêts les plus importans, & les affaires les plus délicates de la République ? Qui peut être censé plus capable de ce choix que les Représentans, si in-

réfés à ce que leurs loix soient conservées & observées avec la plus grande fidélité? Je croirois d'ailleurs que c'est le moyen le plus favorable pour établir entre la puissance législative & la puissance exécutive, naturellement jalouses l'une de l'autre dans tout gouvernement libre, & presque toujours ennemies dans la Démocratie, cet accord & cette harmonie qui font le bien de l'Etat. Il me semble que, sans blesser leurs principes, les législateurs de Pensylvanie pouvoient accorder à l'assemblée générale la faculté de choisir les membres du Conseil exécutif parmi les Représentans qui la composent. Il en seroit résulté plusieurs avantages. Le comté dont le Représentant auroit été élu, seroit flatté de cet honneur; car les hommes ne négli-

gent rien de tout ce qui peut intéresser leur amour-propre. — Il se feroit formé une sorte d'émulation entre les comtés : ils auroient été attentifs à n'envoyer à l'assemblée générale que des citoyens dignes de concourir pour les places du Conseil. Le corps dépositaire des loix auroit été composé des hommes les plus estimables, & par cet intérêt commun de gloire & d'émulation, le caractère trop inconfidéré & trop intrigant de la Démocratie auroit du moins été un peu tempéré.

Ce n'est pas tout, Monsieur; je pourrois observer qu'il est très-difficile que ce nombre de douze conseillers suffise à toutes les affaires de l'administration. Je demanderois encore pourquoi dans un gouvernement, où sous prétexte de son ex-

trême liberté, on ne se donne pas plus de peine à penser & à réfléchir que sous le gouvernement le plus despotique; les législateurs assemblés à Philadelphie n'ont prescrit aucune règle, aucune police, aucun régime sur la manière de traiter les affaires, soit dans l'assemblée générale, soit dans le Conseil exécutif. Les Philosophes prescrivent à leurs disciples la route qu'ils doivent tenir pour chercher & trouver la vérité: les législateurs ne doivent-ils pas être également attentifs à établir des formes pour conduire à la justice & au bien public, puisqu'ils ont affaire à des hommes souvent peu instruits, & que les passions peuvent égarer les plus éclairés?

Après vous avoir exposé tant de doutes & de scrupules, j'ai vu avec

F

le plus grand plaisir, dans la constitution des Penſylvaniens, qu'ils n'aient pas confié la puissance exécutive, comme la plupart des États-Unis, à un Conseil qui dût se renouveler entièrement toutes les années. Le Conseil composé de magistrats triennaux, verra sortir tous les ans les quatre plus anciens qui seront remplacés par quatre nouvelles élections. *Au moyen de cette rotation continue, dit la loi, il y aura plus d'hommes accoutumés à traiter les affaires publiques; il se trouvera dans le Conseil un certain nombre de personnes instruites de ce qui s'y sera fait l'année d'au paravant; & par là les affaires seront conduites d'une manière plus suivie & plus uniforme.* Je conviens que la Penſylvanie aura moins d'écart & plus de tenue dans ses prin-

cipes que les Républiques qui n'ont établi qu'un Conseil dont tous les membres font annuels : mais cela ne suffit pas pour me rassurer. Les magistrats d'une République naissante, & qui travaille à former son caractère, n'ont-ils pas besoin d'une plus longue autorité pour y établir des maximes, des principes constants, & lui donner, pour ainsi dire, l'allure la plus favorable à son bonheur ?

Peut-on penser, Monsieur, sans frayeur à cet amas d'hommes qui composent les sociétés ? Tous ont des passions très-actives & différentes. Les uns cependant sont incapables de penser, & c'est le grand & le très-grand nombre : les autres ne sont propres qu'à combiner entr'elles les idées qu'on leur a données ;

& au milieu de tout cela il s'élève quelques hommes de génie qui cependant ne penseront pas toujours de même. Que deviendra donc une République si elle n'a pas en elle-même un corps toujours subsistant qui conserve religieusement le dépôt des loix, de la politique & du caractère national, comme les Vestales conservoient le feu sacré de Vesta? Analysons, je vous prie, Monsieur, les histoires de Lacédémone & de Rome; & vous verrez, je crois, évidemment que ces deux Républiques n'ont dû les vertus, la politique, la sagesse, la constance & le caractère en un mot que nous admirons, qu'à l'établissement de ce Sénat perpétuel qui en étoit l'ame. Par là l'Aristocratie & la Démocratie étoient tenues en équilibre, & il

en résulteroit une forme mixte qui conservoit les avantages des deux gouvernemens, sans avoir aucun de leurs vices. J'ai vu avec beaucoup de plaisir dans la constitution de New-Yorck que cette République s'est fait un Conseil composé de 24 membres, dont les quatre plus anciens sortiront tous les ans & seront suppléés par une nouvelle élection de 4 Candidats qui sans effort prendront naturellement l'esprit du corps dans lequel ils entrent, & le transmettront à leurs successeurs en sortant de place.

Malgré la sévérité amicale avec laquelle j'ai examiné les loix de Pensylvanie, je suis pénétré du plus profond respect pour les législateurs qui les ont portées. On voit en mille endroits une connoissance profonde

des droits de la nature & du cœur humain; mais, je le répète, dans un moment où vous étiez enfin forcés de ne plus reconnoître l'autorité de l'Angleterre, & qu'il falloit se hâter de former une constitution pour prévenir l'Anarchie & déconcerter les vues criminelles des partisans que les Anglois avoient parmi vous; on n'a pas eu le tems d'arranger de la manière la plus parfaite toutes les parties du gouvernement. Les législateurs peuvent revenir sur leurs pas: l'amour de la patrie les y invite; & je ne doute pas qu'ils ne donnent à la Pensylvanie le gouvernement le plus convenable à sa situation présente, en s'occupant cependant de l'avenir.

La forme de gouvernement établie dans la République de Massachusetts, est calquée sur le gouver-

nement d'Angleterre; mais elle est beaucoup plus sage. Ce qu'on appelle Parlement chez les Anglois est appelé chez vous, Monsieur, Cour générale. Elle est composée d'un Sénat qui représente la Chambre haute d'Angleterre, & d'une Chambre des Représentans qui jouit des mêmes droits que la Chambre des Communes à Londres. Chacune de ces deux Chambres peut dresser des bills à part; on se les communique mutuellement, & ceux qui sont adoptés à la pluralité des suffrages par les deux Chambres sont adressés au Gouverneur qui les approuve en y mettant sa signature, ou qui les renvoie en exposant les raisons qui l'ont empêché d'y donner son consentement. Cependant si les deux Chambres persistent dans leur résolution, & que les

bills dans un second examen soient encore approuvés, non pas simplement à la pluralité des voix, mais par les deux tiers des membres présents, alors les bills rejetés par le Gouverneur ont force de loi. Il en est de même si le Gouverneur tarde plus de cinq jours à faire connoître son sentiment: par son silence, il est censé tout approuver.

Il me semble que cette administration est bien plus sage que celle d'Angleterre. Un gouverneur annuel qui devant bientôt rentrer dans la classe des simples citoyens, ne peut avoir aucun intérêt d'augmenter sa prérogative, qui est éclairé par un Conseil qu'on lui a donné, qu'il n'a pas choisi & ne peut disgracier à son gré; un magistrat en un mot qui n'a par sa fortune aucun moyen d'ache-

ter les suffrages de la Cour générale, ni d'en corrompre les membres en tentant leur ambition par des titres & des dignités, n'est point l'ennemi de la liberté publique, comme un Roi d'Angleterre à qui ses passions donnent des intérêts contraires à ceux de la nation; qui mine sans cesse & sourdement les droits des Grands & de la Commune; & qui en avançant peu-à-peu vers le pouvoir absolu par le moyen de la corruption, énerve les ames, affoiblit le sentiment de la liberté, & trouvera enfin un moment, où en agissant avec vigueur & dureté, il étonnera & consternerá les Anglois comme Henri VIII, & leur apprendra à plier sous le poids de son sceptre.

D'ailleurs je fais attention que le Roi d'Angleterre ayant la préroga-

tive du *Veto*, gêne, arrête, captive la puissance législative qui ne peut pas porter les loix nécessaires à sa sûreté. Le Parlement, obligé de négocier, ne peut agir avec la simple & noble fermeté qui lui convient. Réduit à une défensive qui doit à la longue le perdre, il ne peut y renoncer sans exposer l'Etat aux plus grands désordres, & remettre sa destinée au fort toujours incertain des armes. Le Gouverneur de Massachussets ne fait au contraire que des remontrances à la puissance législative: c'est un ressort qui n'en retarde l'action que pour la rendre plus salutaire, en prévenant toute précipitation, toute surprise & tout engouement. La censure que les deux Chambres de la Cour générale exercent l'une sur l'autre, en pouvant

rejeter mutuellement leurs bills, est, si je ne me trompe, favorable à la stabilité du gouvernement. Elle arrête le goût des nouveautés; elle inspire aux citoyens un plus grand attachement & un plus grand respect pour les loix; & l'examen qu'on attribue au Gouverneur de Massachussets, n'est propre qu'à assurer tous ces avantages.

Peut-être aurez-vous le chagrin, Monsieur, de voir la Pensylvanie se livrer à tous les caprices de la Démocratie, tandis que le gouvernement de Massachussets s'affermira sur ses principes. Vous avez eu la sagesse, en formant une République nouvelle qui se couoit le joug d'un maître dur, & qui vous immoloit à ses intérêts mal-entendus, de ne présenter aux esprits que des loix qui

se lient sans effort à toutes les idées auxquelles ils étoient accoutumés; & qui, loin de bleffer les anciennes habitudes, ne servent qu'à rendre la liberté plus agréable & plus tranquille. Vos concitoyens n'ont point éprouvé le soubrefaut que les Pensylvaniens ont souffert dans la révolution de leur gouvernement. Sur une base démocratique qui assure à la multitude sa liberté, sans lui donner des espérances trop audacieuses, vous avez établi une Aristocratie qui par sa nature est moins remuante, plus égale à elle-même, & que les mœurs de l'Amérique, trop semblables à celles de l'Europe, rendent aujourd'hui nécessaire. Tandis que la Pensylvanie, emportée loin de ses opinions, de ses loix & de ses habitudes familières, peut s'enivrer

d'une liberté démocratique dont elle ne connoît pas les ressorts, & qu'elle confondra vraisemblablement avec la licence, la République de Massachussets plus mesurée dans ses opérations, parcequ'elle n'aura à concilier que des intérêts moins opposés, affermira son gouvernement & son caractère.

Je ne doute point que les personnes qui ne pensent qu'à la dignité & aux droits communs que tous les hommes tiennent de la nature, ne préfèrent le gouvernement de Pensylvanie à celui de Massachussets. Mais je ne suis pas moins persuadé qu'elles changeront de sentiment, si, abandonnant leurs spéculations métaphysiques, elles étudient l'esprit humain si borné dans la plupart des hommes. Il semble en effet, par la

manière dont la nature leur dispense inégalement ses faveurs, qu'elle prépare elle-même la subordination dont la société ne peut se passer. C'est donc en se conformant à ses loix que nous devons établir les nôtres, & ne pas donner le pouvoir de conduire à ceux qu'elle a destinés à être conduits. Qu'on descende dans notre cœur pour y démêler le germe de toutes les passions qui cherchent continuellement à se développer; qu'on étudie la force de nos habitudes qui obscurcissent les lumières de notre raison, & finissent par nous rendre chers des abus que nous aurions crus intolérables; & l'on sera convaincu que la politique la plus sage est celle qui se prête le plus aux besoins des circonstances pour en tirer le meilleur parti possible. Je ne

puis trop le répéter: à mesure que les mœurs se relâchent, les loix & le pouvoir doivent être plus resserés, & le gouvernement confié à moins de mains. En effet, Monsieur, ne voit-on pas clairement dans toutes les révolutions des Etats qu'une Démocratie corrompue les conduit malgré eux à l'Aristocratie, & que ce gouvernement à son tour devient oligarchique pour finir par la Monarchie? Voilà où nous mène la marche des passions, si on les laisse faire; & c'est à les retenir dans leur cours, & à les diriger vers une fin utile, c'est-à-dire honnête, que consiste tout l'art de la législation.

C'est à vous, Monsieur, qui connoissez les progrès que les vices d'Europe ont faits dans vos Etats, de juger du gouvernement qui leur

convient le mieux. Pour moi, je n'ai que des lumières fort incertaines sur cette matière. J'ai oui dire que les Pensylvaniens sont beaucoup plus cultivateurs que commerçans, & ne connoissent point ces fortunes disproportionnées & trop grandes qu'on ne rencontre que trop dans la République de Massachuffets. Soit; mais cela suffit-il pour justifier leur Démocratie? Je fais que l'agriculture donne des mœurs beaucoup plus simples & plus pures que le commerce; mais je vois que le port de Philadelphie ouvre une porte favorable à l'industrie & au commerce. Si les richesses que donnent les terres sont agréables & chères aux Pensylvaniens, pourquoi négligeront-ils de les augmenter en suivant l'exemple des Bostoniens? Je demande quelles

mesures les loix ont prises pour les arrêter sur le bord du précipice. Je demande, en second lieu, si dans un gouvernement tout populaire, il est possible d'en prendre. Ce seroit un miracle du premier ordre, si un peuple qui cultive péniblement la terre pour s'enrichir, qui aura bientôt des ateliers & des ouvriers pour travailler & façonner les matières premières, afin de favoriser l'agriculture même & de hâter ses progrès, est capable de ne pas se laisser entraîner par le sentiment dont il sera affecté. C'est à la loi, c'est au gouvernement à venir à son secours. Je demande encore quelles seront alors les ressources de la Démocratie. Je m'arrête longtems sur cet article, Monsieur, parceque je desire de tout mon cœur que la Pensylvanie se don-

ne, ou adopte des principes politiques plus proportionnés à ses besoins, aux circonstances présentes & aux malheurs dont elle est menacée.

J'en reviens à Massachussets, Monsieur, & je vois avec plaisir que le gouvernement tient éloigné de lui tous ces hommes qui n'ont pour fortune que leurs bras, & ne peuvent que troubler l'administration politique, si on leur accorde quelque autorité. C'est peut-être par cette même raison, que les républiques anciennes, qui connoissoient si bien les devoirs de l'humanité entre les citoyens, en ont blessé les droits, en admettant des esclaves qui n'étoient rien dans l'Etat, & soumis à la volonté seule de leurs maîtres. Avec plus de sagesse, les pauvres sont chez vous sous la protection des loix, &

ils peuvent espérer qu'avec leur travail & leur économie, ils pourront un jour s'élever à la dignité de contribuer au choix des Sénateurs, des Représentans & même du Gouverneur. Cette espérance leur rend leur condition agréable: ils aideront l'Etat à cause du bien qu'ils en attendent, & vous ne craignez point ces soulèvemens d'esclaves dont l'histoire ancienne nous parle. En exigeant une fortune très-différente pour entrer dans la chambre du Sénat, & dans celle des Représentans, vous avez empêché par un sage équilibre que les plus riches citoyens n'attribussent à eux toute l'autorité. C'est là, je crois, l'arrangement le plus propre qu'on pût prendre pour tempérer l'Aristocratie par une sorte de mélange de la Démocratie.

Il est très-sage que la Cour générale composée des Sénateurs & des Représentans soit chargée de nommer les neuf Conseillers qui sont revêtus de la puissance exécutive, conjointement avec le Gouverneur & son Lieutenant. Après ce que j'ai dit du Conseil de Pensylvanie, vous ne ferez pas surpris, Monsieur, si je prends la liberté de condamner celui de Massachussets, encore moins nombreux, & qui se renouvellera entièrement toutes les années. Il ne faut pas se le déguiser; une Aristocratie, sans un Conseil où se conservent & se perpétuent continuellement les mœurs, l'esprit, le caractère & les principes de l'Etat, est un véritable monstre en politique. A quelle fluctuation ne seroit-on pas exposé? La République, en adoptant suc-

cessivement les opinions & les fantaisies de ses Magistrats, n'inspireroit aucune confiance ni à ses citoyens, ni aux étrangers. Ce défaut seul est capable de déranger toute l'harmonie de votre Gouvernement.

Je l'avoue, Monsieur; je sens un attrait particulier pour la République de Géorgie. Cette Colonie est nouvelle, elle occupe un grand territoire; & l'on me dit que le nombre de ses habitans ne monte pas à quarante mille. Quelles heureuses circonstances pour établir une République chez un peuple qui n'est encore occupé qu'à chercher ses richesses dans le défrichement des terres voisines de ses habitations! Toutes ses idées doivent naturellement se porter du côté de l'agriculture, qui donne seule aux hommes l'abondan

ce, conserve la simplicité de leurs mœurs, & dispose leur ame aux grandes choses. Aussi a-t-on vu cette Colonie si foible, & plus exposée que toute autre aux malheurs de la guerre, ne se point démentir, & donner l'exemple du courage & de la prudence.

x Si j'avois été assez heureux pour être un citoyen de Géorgie, je crois que dans l'Assemblée qui en rédigea la Constitution, j'aurois fait tous mes efforts pour affermir plus solidement cet esprit de modération, de modestie, dont il me semble que mes concitoyens, malgré leurs mœurs, ne connoissoient pas assez le prix. „ Mes frères, mes amis, aurois-je dit, „ rendons graces à la Providence d'avoir conduit l'Amérique „ à l'heureuse révolution qui assure

„ son indépendance, avant le tems
„ que, devenus trop nombreux &
„ trop riches, il nous auroit peut-
„ être été impossible d'affurer notre
„ liberté sur des fondemens inébran-
„ lables. Nous nous trouvons en assez
„ petit nombre pour pouvoir nous
„ entendre; & nos mœurs, que des
„ besoins inutiles n'ont pas corrom-
„ pues, nous permettent encore d'é-
„ tablir dans notre République nais-
„ sante les vrais principes de la so-
„ ciété, & d'élever une barrière en-
„ tre nous & les vices qui ne per-
„ mettent pas de prendre la route
„ qui conduit au bonheur, ou qui la
„ font bientôt abandonner. Les hom-
„ mes n'ont de véritables richesses
„ que les productions de la terre;
„ voulons-nous être solidement heu-
„ reux? apprenons à nous contenter

„des fruits que nous devons à notre
 „travail; ils nous suffiront, & ne nous
 „manqueront jamais. Prenons des
 „mesures pour que rien ne soit ca-
 „pable d'altérer cette précieuse vé-
 „rité que nous connoissons encore,
 „mais que l'exemple contagieux de
 „nos voisins peut bientôt nous faire
 „oublier.”

„Je vois avec chagrin,” conti-
 „nûrois-je, „ que vous ordonniez de
 „graver sur le Sceau de la Républi-
 „que une *belle maison*. J'aimerois
 „mieux qu'il ne présentât qu'une
 „maison simple & modeste, qui
 „rappelleroit à notre postérité des
 „mœurs sans luxe & sans faste qui
 „ont fondé cet État & qu'ils doi-
 „vent imiter. Je verrai avec plaisir
 „dans l'empreinte de ce sceau, *un*
 „*champ de blé, une prairie couver-*

„te de gros & de menu bétail, une ri-
„vière qui la traversera. A ces ima-
„ges, qui peignent votre caractère,
„pourquoi voulez-vous ajouter un
„vaisseau qui vogue à pleines voiles?
„Songeons qu'il fera pour nous la
„boîte de Pandore: craignons de
„nous familiariser avec ces idées
„d'une fausse prospérité, & que nous
„n'imprimerions que trop facile-
„ment dans la raison encore peu
„formée de nos enfans. Plût à Dieu
„que jamais aucun vaisseau, en nous
„apportant des besoins & des plai-
„sirs inconnus, ne vienne nous dé-
„goûter d'une simplicité qui peut
„suffire à notre bonheur! Plût à Dieu
„que nous fussions enfoncés dans les
„terres & que nous n'eussions à crain-
„dre de tout côté que le voisinage
„des sauvages bien moins dange-

H

„ reux que la mer qui baigne nos cô-
„ tes! Pourquoi cherchons nous à
„ favoriser les Ports de Savannah &
„ de Sunbury, en permettant à l'un
„ d'envoyer quatre Représentans à
„ la Chambre d'Assemblée, & à l'au-
„ tre deux pour représenter & favo-
„ riser leur commerce? Gardons-
„ nous de suivre l'exemple de cette
„ malheureuse Europe qui a voulu
„ établir sa force, sa puissance & son
„ bonheur sur des riches qui devoient
„ l'affoiblir & l'appauvrir. Si nous
„ regardons le commerce comme
„ l'objet & la fin d'un Etat florissant,
„ il faut dès ce moment renoncer à
„ tous les principes d'une bonne po-
„ litique, ou nous attendre qu'après
„ les avoir établis, ils seront bientôt
„ renversés. Si nous voulons encou-
„ rager les vertus dont nous avons

„besoin, & les faire aimer à nos en-
„fans, accordons des honneurs, des
„récompenses, des distinctions aux
„cultivateurs les plus habiles & les
„plus laborieux, & qui pour ap-
„prendre à défendre leurs posses-
„sions, se délasseront des travaux
„de la charrue par les exercices glo-
„rieux de la milice. Ne songeons
„point à attirer parmi nous une
„grande multitude d'hommes; ils
„ne vaudroient pas une poignée de
„bons citoyens qui auront de l'ame
„& de la vertu.”

Je m'arrête à regret, Monsieur,
& je me contenterai d'ajouter ici
quelques remarques sur la constitu-
tion de la Géorgie. Il me semble que
cette République tient un milieu en-
tre la politique de Pensylvanie &
celle de Massachussets. Il ne suffit

point d'y payer les taxes de l'État pour être élevé à la dignité de Représentant; mais la fortune qu'on exige est trop modique pour ne pas s'accorder avec la Démocratie. D'un autre côté, les Législateurs s'éloignent de l'Aristocratie en n'établissant point, comme ceux de Massachusetts, deux Chambres pour exercer la puissance législative: on voit que l'égalité leur est chère, puisqu'ils ne veulent pas regarder comme citoyen tout habitant qui n'aura pas renoncé d'une manière authentique à ces titres particuliers qu'une petite vanité a imaginés, & qui semblent désigner en Angleterre une sorte de noblesse. Je m'informerai avec empressement de toutes les nouvelles qui pourront intéresser la Géorgie. Si on me dit qu'elle s'oppose à

la corruption, non pas par des loix vagues, mais par des établissemens qui favorisent & protègent les mœurs, j'augurerai bien de sa fortune. On verra disparoître les défauts qu'on peut reprocher à ses loix actuelles, ou ces défauts n'auront aucune influence fâcheuse.

Les loix portées par la Chambre de Représentans, seront soumises à l'examen du Gouverneur & de son Conseil chargés de la puissance exécutive. Leurs remontrances seront portées à la puissance législative par un comité qui exposera les changemens que demande le Gouverneur, & les motifs qui les rendent nécessaires. Pendant cette conférence des deux pouvoirs, le Comité sera assis & couvert, & les Représentans auront la tête nue, à l'exception de

l'Orateur de la Chambre. Voilà le monde renversé ; & il est extraordinaire que les agens, les commis, les gens d'affaires de la République paroissent devant leur maître souverain, avec les marques de la prééminence & de la supériorité. Je fais fort bien qu'un chapeau de plus ou de moins ne prouve rien chez un peuple assez vertueux pour aimer également les loix & la liberté. De ce vain cérémonial, on conclura simplement qu'on a voulu apprendre aux Représentans le profond respect qu'ils doivent aux ministres des loix, lorsqu'en se séparant, ils seront rentrés dans la classe des simples citoyens. Mais chez un peuple corrompu, où la vanité & l'ambition ne travaillent qu'à sapper les fondemens de l'égalité, il n'en faudroit

pas davantage pour tout perdre. Les plus légers prétextes suffisent à des passions pour se faire des prétentions qui deviendront insensiblement des droits qu'on défendra par toutes sortes de moyens.

A Passy, 6 Août 1783.



III. L E T T R E.

Remarques sur quelques objets importants, relatifs à la législation des États-Unis d'Amérique.



Il seroit inutile, Monsieur, d'entrer dans un examen particulier des loix par lesquelles les autres États-Unis d'Amérique ont établi chez eux la puissance publique; je tomberois né-

cessairement dans des répétitions inutiles & fastidieuses : il me semble que ce que j'ai eu l'honneur de vous écrire dans ma lettre précédente, en vous entretenant des trois Républiques que j'ai étudiées d'une manière plus particulière, peut s'appliquer à toutes les autres. J'ajouterai que si les citoyens de Massachussets, de Pensylvanie & de Géorgie travailloient, dans un nouvel examen de leurs constitutions, à mieux proportionner les loix aux besoins des circonstances dans lesquelles ils se trouvent; s'ils s'occupent autant de l'avenir que du moment présent; si leurs réglemens établissent un équilibre plus juste entre la puissance législative & la puissance exécutive; si l'ambition du peuple moins excitée par les droits & les espérances

que lui donne la Démocratie, ne devoit jamais avoir besoin de faire des efforts convulsifs pour défendre sa dignité; si les riches voyoient devant eux assez d'obstacles pour ne pas oser choquer leurs inférieurs; ces Républiques serviroient de modèle aux autres qui seroient à leur tour plus retenues dans leur conduite, & profiteroient sans doute des exemples mis sous leurs yeux. Cependant, s'il s'y élevoit encore quelques troubles; les autres s'offriroient comme médiatrices; la réputation de leur sagesse donneroit du poids à leur négociation, & peu-à-peu les bons principes s'établiroient dans toute la Confédération.

Les trois Républiques, dont j'ai eu l'honneur de vous parler, sont les seules qui aient senti le prix des

mœurs & d'une bonne éducation, ou du moins qui en aient parlé. Les Législateurs de Massachussets ne songent pas seulement à étendre les lumières de notre esprit; ils veulent encore qu'on grave profondément dans le cœur des enfans les principes de l'humanité & de la bienveillance générale, de la charité publique & particulière, de l'industrie, de la frugalité, de l'honnêteté, de l'exaëtitude dans les procédés, de la sincérité, de toutes les actions sociales, & de tous les sentimens généreux. Je ne vois-là qu'une déclamation vague, si la République ne se hâte par des établissemens réels de mettre en pratique cette belle théorie; car toutes les vertus qui auroient été inspirées aux jeunes enfans par leur première éducation, ne subsisteroient pas long-

tems, si en entrant dans le monde, les mœurs des citoyens leur donnoient des leçons contraires. Je vois donc avec chagrin, Monsieur, que des Législateurs si sages dans un moment, n'établissent nullepart des règles constantes en faveur des bonnes mœurs. Ils veulent au contraire favoriser les progrès du Commerce, & ouvrent une porte à l'avarice, en ordonnant, par exemple, qu'on fasse au Gouverneur un traitement honorable qui suffise amplement aux besoins de son état.

Je voudrois au contraire qu'à mesure que les dignités sont plus importantes, on leur attribuât des appointemens moins considérables; je voudrois même qu'elles n'en eussent aucun. Les Américains ne sont plus sujets du Roi d'Angleterre; ils sont

aujourd'hui des hommes libres; & si mon opinion leur paroïssoit aussi dure & aussi sauvage qu'elle peut le paroître en Europe, je ne pourrois m'empêcher d'en tirer un mauvais augure pour l'avenir. L'argent peut faire les grands Seigneurs dans une Monarchie, mais il avilit les Magistrats dans une République; ce n'est ni la cupidité, ni le luxe, ni le faste qui les honore. On aime bien peu la Patrie, quand on demande des salaires pour la servir. Quand on l'aime peu, on est un citoyen peu estimable: & quand on est un citoyen peu estimable, par quel prodige pourroit-on être un excellent Magistrat? Pourquoi un Gouverneur, qui doit jouir par lui-même d'une fortune honnête, ne pourroit-il pas être assez libéral pour accorder une ou deux

années de sa vie aux besoins de sa République? Voici le moment critique pour les Américains: si les mœurs sont déjà telles qu'il faille acheter des Magistrats, ce détestable principe devenant l'esprit général des citoyens, les aviliroit tous. Que la République de Massachussets ait le courage de détruire la loi dont je me plains; que le premier Magistrat fasse éclater une fois son désintéressement; & tous les citoyens qui aspirent à l'honneur de lui succéder, auront la même générosité, & cette vertu deviendra enfin familière & commune. Mais permettez-moi d'ajouter que pour la conserver, il faut encourager les citoyens à ne pas rougir de leur simplicité. Il faut, par des loix somptuaires & favorables aux mœurs, prévenir les progrès du luxe,

diminuer les besoins de la mollesse & de la vanité; passions qui ne connoissent point de bornes, qui perdent enfin les Monarchies mêmes, & détruisent en un instant les Républiques. C'est par cette discipline publique & générale que sera véritablement achevée l'éducation de vos enfans.

La Caroline septentrionale & la Géorgie entrevoient l'utilité de l'éducation, & ne disent pas un mot des mœurs; est-ce que ces deux États n'en connoissent pas le pouvoir? *Quid Leges sine moribus vanæ proficiunt?* On voit avec plaisir que les Législateurs de Pensylvanie se sont occupés de cet objet; mais en louant les vertus, il falloit prendre des mesures pour les faire aimer. C'étoit

une chose d'autant plus importante, que plus un Gouvernement est démocratique, plus les mœurs y doivent avoir d'empire. Le peuple, plutôt conduit par ses habitudes que par ses lumières, qui sont toujours foibles & mêlées d'une foule de préjugés, s'y laisse emporter par la fougue de ses passions & de ses opinions, & ne connoît point ces différens tempéramens auxquels les principaux citoyens d'une Aristocratie sont accoutumés par leurs propres intérêts. Mais la Pensylvanie ne pourvoira utilement aux mœurs publiques qu'autant qu'elle s'appliquera à corriger les principaux citoyens des vices qui doivent leur être les plus naturels. Pour y travailler avec quelque succès, il faudroit certainement ne pas borner l'autorité du conseil des censeurs à

examiner si la constitution a été conservée sans la moindre atteinte.

Ce Conseil, qui doit s'assembler tous les sept ans, paroît d'abord assez favorable à la tranquillité publique. On a espéré sans doute que cet établissement donneroit de la patience aux citoyens qui auroient de justes sujets de plaintes, & que l'espérance de voir bientôt réparer les torts qu'on leur auroit faits, les empêcheroit de cabaler, d'intriguer, ou de prendre des partis violens. Mais je demande quelle sera la conduite, quel sera le pouvoir de ces Censeurs dont la Pensylvanie attend la perpétuité de ses loix & de son Gouvernement, s'ils ne sont pas fécondés par les mœurs générales de la République? Ils éprouveront sans doute le sort des Censeurs Romains, qui

après avoir rendu de si grands services à leur Patrie, lui devinrent inutiles, quand la corruption, qui faisoit mépriser les loix, les obligea à se taire. Si l'on vouloit que le Conseil des Censeurs de Pensylvanie pût remplir les devoirs dont il est chargé, il auroit nécessairement fallu joindre au pouvoir dont il est revêtu, le soin de pressentir les abus, d'être attentif aux symptômes qui annonçeroient quelque vice nouveau, & de venir au secours de quelque coutume honnête, de quelque usage louable & de quelque vertu qui paroîtroit s'altérer & s'affoiblir. J'avoue même que malgré ces précautions, je ne serois pas entièrement rassuré. Pour peu qu'on ait réfléchi sur la nature, le cours, la marche & les progrès des passions, on voit qu'elles ont besoin d'être

soumises à une censure vigilante, attentive & perpétuelle. Si la Pensylvanie ne commence pas par prendre les mœurs sous sa protection, les encourager, & écarter ce qui peut leur nuire, je craindrai qu'un Conseil, qui ne s'assemble que tous les sept ans pour réparer les torts faits à la constitution, & la raffermir sur ses principes, ne soit de tous les Conseils le plus inutile: il sera lui-même emporté par le torrent des mœurs publiques.

Quoique je ne doute point, Monsieur, que vous ne soyez persuadé que sans le secours des mœurs toutes les loix sont superflues, permettez-moi d'être un peu long sur cet article. Je prierai les États-Unis de faire attention qu'ils ont d'autant plus besoin des secours de la morale

& des établissemens par lesquels elle fait rendre agréable & chère aux citoyens la pratique des vertus les plus nécessaires ; que vous ne pouvez presque tirer aucun avantage de la religion, que la politique de tous les peuples a cependant regardée comme un des plus puissans ressorts qui font mouvoir le cœur humain, & dirigent notre esprit.

Vos pères ont jeté les premiers fondemens de vos Colonies dans le tems que l'Angleterre occupée, ainsi que le reste de l'Europe, des controverses théologiques, étoit déchirée par des guerres de religion. Ils furent d'une Patrie où régnoit le fanatisme ; & pleins d'une juste horreur contre l'absurde tyrannie qu'on exerçoit sur les consciences, ils regardèrent comme le comble du bon-

heur, la liberté de servir & d'honorer Dieu de la manière que chacun croiroit la plus raisonnable. Cette manière de penser devint le premier principe de la doctrine & de la conduite de vos pères; & leurs enfans la sucèrent, pour ainsi dire, avec le lait de leurs nourrices. Il paroît par vos constitutions que cette liberté indéfinie de conscience forme encore l'opinion publique & générale de vos Républiques. Mais les circonstances ne sont plus les mêmes: vous n'obéissez plus aux Anglois qui pourvoyoient à votre sûreté; vous êtes obligés de vous gouverner aujourd'hui par vous-mêmes; & peut-être qu'en accordant les mêmes droits à toutes les sectes différentes, & qui se sont accoutumées & familiarisées les unes avec les autres, il auroit été né-

ceffaire de reftreindre un peu votre extrême tolérance pour prévenir les abus qui en peuvent réfultér.

Puisque la religion exerce fur l'efprit des hommes le pouvoir le plus abfolu, il feroit fans doute de la plus grande utilité que tous les citoyens d'un Etat, réunis par un même culte, obéiffent aux mêmes loix divines, comme ils obéiffent aux mêmes loix politiques : par là, la religion joindroit fes forces à celles du Gouvernement pour les rendre heureux. Je fais, Monsieur, que les Etats-Unis ne peuvent plus aspirer à cet avantage. L'Evangile, qui fert de règle commune & générale à toutes les fectes qui vous féparent de communion, vous ordonne la paix & l'amour du prochain ; & le Gouvernement qui rapproche tant de religions

différentes, les protège toutes pour se conformer aux règles de la charité chrétienne. Mais permettez-moi de vous demander si vos Républiques ont pris des mesures convenables pour que d'autres nouveautés religieuses que vous ne connoissez pas encore, & dont vous devez vous défier, ne viennent troubler votre repos & renouveler en Amérique les tragédies sanglantes dont l'Europe n'a été que trop longtems le théâtre ?

On ne peut certainement point blâmer que vous ayez réduit les Ministres de la religion à l'enseigner : vous leur avez dit avec Jésus-Christ que leur Royaume n'est point de ce monde. Plût au Ciel que les Empereurs, les Rois, les Princes qui embrassèrent le Christianisme, en échange des biens spirituels que leur don-

noient les Ministres de la religion, ne les eussent point accablés de richesses, de dignités, de grandeurs temporelles : c'étoit semer l'ivraie dans le champ du père de famille, & cette ivraie a en effet étouffé le bon grain; le spirituel a obéi au temporel.

Les Législateurs de la Confédération Américaine se sont bien préservés de ce défaut. Les Ministres des différentes religions que vous admettez, ne jouissent que de la protection que les loix doivent à tout homme pour sa sûreté; mais ils ne sont point citoyens, puisqu'ils n'ont aucune part à l'administration publique ou politique des affaires. D'ailleurs la médiocrité de leurs honoraires attiédit toutes leurs passions. De grandes possessions ne les invitent pas, comme en Europe, à con-

fondre d'abord, & ensuite à préférer leurs intérêts temporels à ceux de la religion. Voilà un grand bien. Mais pourquoi flétrir en quelque sorte des hommes chargés d'enseigner la morale ? Vous paroissez vous défier d'eux ; c'est les inviter à ne pas aimer vos loix. Que vous en auroit-il coûté, pour marquer l'estime que vous devez sans doute à plusieurs Ministres de vos religions ? Il suffisoit de leur permettre de voter dans vos élections, & de ne les exclure de toute charge publique que sous prétexte de ne les point distraire des fonctions importantes dont ils sont chargés. C'est ainsi qu'en Europe on s'est quelquefois débarrassé des Ecclésiastiques dont le pouvoir incommodoit, ou qui oublioient trop la sainteté de leur ministère.

Mais je passe à une observation plus importante. Ne craignez-vous point, Monsieur, que de ce mélange de tant de doctrines diverses, il ne naisse une indifférence générale pour le culte particulier de chacune de ces religions? Ce culte cependant est nécessaire pour ne pas tomber dans un déisme, qui ne peut rassurer la politique, que quand il se trouve dans des hommes élevés au-dessus de leurs sens, & en état de méditer par eux-mêmes sur la sagesse de Dieu, & de connoître ce que la morale exige d'eux. Ces déistes peuvent être vertueux; mais le culte auquel ils ont été accoutumés en naissant, leur devient peu-à-peu indifférent; ils le négligent, & leur exemple détruit tout esprit de religion dans cette foule de citoyens qui sont in-

capables d'y suppléer & de se faire des principes. Il s'établit alors dans la multitude une espèce d'athéisme grossier qui hâte la ruine des mœurs. Attaché à la terre, le peuple n'élève plus la pensée au ciel, & oublie le souverain magistrat de l'univers.

Pourquoi lis-je dans les loix des Pensylvaniens, *qu'aucun homme qui reconnoît l'existence d'un Dieu, ne peut être justement privé d'aucun droit civil comme citoyen, ni attaqué en aucune manière à raison de ses sentimens en matière de religion, ou de la forme particulière de son culte ?* En s'en tenant à la religion chrétienne, peut-on raisonnablement craindre qu'elle n'offre pas assez de sectes parmi vous pour contenter tout le monde ? Voulez-vous, sous prétexte de peupler plus promptement vos terres, y appeler les religions les plus étrangè-

res? Je n'ose point m'expliquer sur un pareil projet; je dirai seulement que les plus grands législateurs ont toujours été bien moins occupés à attirer beaucoup d'hommes dans leurs Républiques qu'à y former de bons citoyens, & les unir par la même manière de penser. Songez, je vous prie, Monsieur, que le caractère de votre Confédération n'est encore qu'ébauché. Une guerre de sept ans n'a point donné à vos Etats un esprit national. Dans ces circonstances, ce seroit un grand malheur qu'une foule considérable d'étrangers vînt se jeter parmi vous, vous apporter ses préjugés, & retarder par là le progrès des mœurs publiques, qui doivent unir & lier les citoyens par une confiance mutuelle.

Apporter parmi vous de nouvel-

les religions, c'est y jeter une pomme de discorde, & réveiller cet esprit de dispute & de controverse que le tems a fait heureusement disparaître. Si ces religions nouvelles font des profélytes, comme on a tout lieu de le craindre, quand on connoît la sottise du peuple & son goût pour les nouveautés les plus extraordinaires & les plus bizarres ; par quelle raison n'exciteroient-elles pas des haines, des jaloufies & des querelles amères ? Dans ce moment, la République, il est vrai, n'y prendroit peut-être que peu de part ; car les États-Unis ne vont être d'abord occupés que des soins de leur commerce & de leur agriculture : mais quand il se fera établi chez vous (ce qui n'arrivera que trop promptement) un ordre différent de dignité entre

les familles ; quand vous aurez une population plus abondante ; quand vous serez exposés aux dissensions que doivent faire naître les querelles de la Démocratie, & de l'Aristocratie ; je voudrois bien savoir pourquoi des Citoyens avarés, ambitieux, hypocrites & rusés, n'associeroit pas ces partis naissans aux projets de leur ambition. Ce qui est arrivé en Europe me fait craindre pour ce qui doit arriver en Amérique. Les questions que Luther & Calvin agitoient, n'auroient troublé que les écoles, si des hommes puissans, qui les méprisoient, n'eussent feint de les respecter pour se faire des partisans, & se rendre assez forts pour troubler l'État & élever leur fortune particulière.

Il me semble que les législateurs

de la Caroline méridionale se sont plus écartés que tous les autres des principes qu'une saine politique se permet, quand elle est obligée à tolérer plusieurs religions. Ils ont ordonné que *lorsque quinze personnes mâles, ou un plus grand nombre, âgées au moins de vingt-&-un ans, professant la religion protestante, conviendront de se former en une société pour l'objet du culte religieux, ils seront bien & dûment autorisés à former un corps & une église particulière qui sera réputée & regardée, en vertu des loix, comme de la religion de cet Etat.* L'esprit d'une pareille loi n'est pas, comme dans les autres Etats-Unis, de tolérer toutes les religions pour prévenir le fanatisme : au contraire, elle n'est propre qu'à le tenir éveillé & lui donner des forces. La Religion

présente des vérités mystérieuses, & les craintes & les espérances qu'elle donne, doivent fortement occuper toutes les personnes capables de penser. Il faut donc travailler à calmer les esprits & prévenir les controverses. La loi de la Caroline méridionale fait précisément tout le contraire. Tout le monde sait combien les hommes tiennent à leurs opinions particulières, combien il est doux de les voir adopter, & de régner sur la raison de ses disciples. Il paroît beau d'être le chef d'une secte; & puisque la Caroline permet à tout étourdi de vingt-&-un ans d'aspirer à cet honneur, en profitant de son imagination & de l'ignorance de quatorze autres étourdis comme lui, on doit être sûr qu'au lieu d'avoir une religion raisonnable, elle n'aura que

des enthousiastes & des illuminés.

Dès qu'une République admet dans son sein diverses religions qui pour le bien de la paix, de l'union, de la concorde, de la charité, jouissent toutes des mêmes avantages & des mêmes prérogatives, je croirois qu'il faut nécessairement que les Ministres de ces religions aient la même liberté d'enseigner leur doctrine. Mais je desirerois que chaque église, après avoir exposé ses dogmes & sa discipline dans un catéchisme, ne pût ensuite y faire aucun changement, sous prétexte de s'exprimer avec plus de clarté, ou de présenter les vérités dans un meilleur ordre ; il ne doit être permis d'y rien changer. Par là, on prévient dans chaque secte les disputes & les querelles ; on empêche que les autres égli-

ses ne s'observent scrupuleusement pour juger si leurs droits ne sont pas blessés par ces nouveautés. Les religions s'occuperont moins les unes des autres, & l'habitude de se voir sans mépris, sans inquiétude & sans haine s'affermir davantage de jour en jour.

Les travers de l'esprit & du cœur humain sont si grands, le tems peut & doit amener des circonstances si variées & si bizarres, qu'on ne peut prendre trop de précautions contre le fanatisme ou contre l'indifférence que semble préparer la multiplicité des religions. Pourquoi donc le Gouvernement n'auroit-il pas lui-même son Catéchisme moral & politique qu'on apprendroit aux enfans en même tems qu'on les instruiroit des dogmes particuliers de leurs pères & du

culte par lequel ils doivent honorer Dieu ? Il seroit digne de la sagesse du Congrès continental de composer un pareil ouvrage. Ce Corps respectable de Magistrats sur lequel repose toute la prospérité des treize États-Unis d'Amérique, déclareroit donc que les saintes écritures étant entendues & interprêtées d'une manière différente par des hommes qui ont cherché la vérité avec des intentions pures & des lumières égales ; il croiroit outrepasser son pouvoir en voulant décider une question sur laquelle la Providence divine ne se déclare pas d'une manière positive & sensible. Il est juste & il est pieux, diroit-il, que toutes les religions d'Amérique, en adorant les profondeurs des jugemens de Dieu, se tolèrent mutuellement, puisque la Providence les tolère toutes avec la même

indulgence. Ne jugeons point nos frères dans la crainte de nous juger nous-mêmes. En faisant des prières sincères pour la révélation & la propagation de la vérité, que les Américains observent avec fidélité le culte dans lequel ils ont été élevés. S'ils se trompent, qu'ils soient persuadés que la bonté divine fera grace à l'erreux d'un homme qui croit de bonne foi obéir à la vérité. On peut se tromper aisément dans les rapports de la religion avec Dieu, parcequ'ils sont enveloppés de mystères; mais les rapports de la religion avec la société sont connus de la manière la plus évidente. Qui peut douter que Dieu n'ait voulu unir tous les hommes par le lien de la morale & des vertus sur lesquelles est fondé le bonheur de chaque citoyen & de la société?

Je fais, Monsieur, ce que la religion dominante en Europe peut dire contre un pareil catéchisme : aussi n'est-ce point en théologien que je parle, & je me borne à dire qu'il est une suite nécessaire de la tolérance dont vous ne pouvez vous écarter. Vous sentez que toutes vos religions auroient les unes pour les autres l'indulgence que vous desirez. Les enfans imbus de bonne heure de cette doctrine, en conserveroient les principes pendant toute leur vie : les citoyens seroient attachés à leur religion, parcequ'ils en attendroient de grands biens dans une seconde vie ; & n'auroient point une haine indifférente contre les autres religions, parcequ'elles procureroient à leurs sectateurs les mêmes récompenses & le même bonheur.

Je desirerois que pour former & fixer le caractère national, le catéchisme du Congrès continental ne s'en tint pas là. Pourquoi cet ouvrage, sans cesser d'être à la portée des enfans & des hommes qui doivent leur ressembler pendant tout le cours de leur vie par la pesanteur ou la légèreté de leurs organes & de leur esprit, ne deviendrait-il pas un Traité complet de morale? Il est aisé d'exposer la nature de tous nos devoirs d'une manière simple, courte & sensible, & chaque homme pourra en tirer plus ou moins de conséquences, suivant que la nature lui aura donné plus ou moins de facultés intellectuelles. Après avoir fait connoître les devoirs de l'homme comme homme, on le considéreroit comme citoyen, & de ce nouveau

L

rapport, on verroit naître de nouvelles vertus, à la tête desquelles seroit l'amour des loix, de la patrie & de la liberté. Je ferois voir ensuite, par des images & des exemples sensibles, comment ces trois vertus ont besoin les unes des autres pour conserver toute leur dignité. Elles s'égarerent & se dégradent toujours, si elles ne sont pas toujours unies. Je ne voudrois point, Monsieur, de raisonnemens métaphysiques; il s'agit d'éclairer les simples, & de fournir des principes aux philosophes qui voudront former des magistrats à la République; discuter le pouvoir de nos passions, leur cours, leur marche, leur union, remonter à l'origine de nos vertus & de nos vices, & nous rendre précautionnés contre nous-mêmes, en nous montrant com-

bien nous sommes enclins à nous laisser tromper par les apparences fausses du bonheur & du malheur.

Je me suis étendu fort au long, Monsieur, sur ce catéchisme, dont je ne vous offre cependant qu'une légère esquisse; mais je le demande au Congrès continental, non-seulement parce que je crois que chacune de nos Républiques en retirera un grand avantage pour l'administration de ses affaires particulières; mais parce qu'il servira encore à resserrer leur union, en leur donnant à-peu-près la même manière de penser. J'ajouterai, pour mieux faire connoître la nécessité de cet ouvrage, qu'il est très-dangereux d'établir par une loi la liberté la plus absolue de la presse, dans un État nouveau, qui a acquis sa liberté & son indépendance, avant que

d'avoir l'art, ou la science de s'en servir. Il est vrai que sans la liberté de la presse, il ne peut y avoir de liberté de penser, & que nos mœurs par conséquent & nos connoissances ne peuvent faire aucun progrès. Accordez tout aux savans qui étudient les secrets de la nature, qui cherchent la vérité dans les débris de l'antiquité, & les ténèbres des tems modernes, ou qui écrivent sur les loix, les réglemens, les résolutions, & les arrangemens particuliers de la politique & de l'administration: leurs erreurs ne tirent point à conséquence; leurs discussions, quelles qu'elles soient, aiguïsent notre entendement, l'accoutument à une marche réglée, & jettent des lumières utiles à la morale & à la politique.

Mais les Américains étant trop

familiarisés avec les idées philosophiques, les opinions & les préjugés de l'Angleterre, pour s'en détacher subitement, comment pourroit-on espérer qu'ils ne continuassent pas à tirer des conséquences dangereuses des erreurs qu'ils regardent comme autant de principes; s'ils avoient la liberté de tout imprimer, avant que le Congrès continental eût établi les vérités qui doivent former la morale, la politique & le caractère de la Confédération? Tandis que vos Républiques n'ont point encore créé chez elles un Conseil, ou un Sénat pour leur servir de *Palladium*, conserver & perpétuer le même esprit, à quelle inconstance de doctrine, à quelles bizarreries, à quels désordres ne devriez-vous pas vous attendre, si chaque citoyen, qui a quelque ta-

lent pour écrire, pouvoit impunément entretenir le Public de ses rêveries, & attaquer les principes fondamentaux de la société ?

Ce n'est pas ainsi que se sont gouvernées ces Républiques anciennes qui méritent notre admiration. Elles se défoient de la foiblesse de l'esprit humain; elles savoient combien le mensonge établit facilement son empire sur les hommes; elles connoissoient les passions dont la multitude est agitée dans une Démocratie, & les passions plus sérieuses & plus constantes de l'Aristocratie. Delà leur attention à les diriger, ou à les opprimer, & à proscrire tout ce qui pouvoit porter quelque atteinte aux mœurs. Si l'impression leur avoit été connue, il n'est pas vraisemblable qu'elles eussent permis à des

écrivains téméraires de publier des paradoxes dangereux pour faire du bruit, & de soulever les hommes incapables de penser, contre ceux à qui les loix confioient le gouvernement & le bien public? Sparte chassa de son territoire un poète qui avoit loué des plaisirs qu'elle méprisoit, & ne permit pas d'ajouter à la lyre une nouvelle corde qui auroit rendu ses sons tendres & effeminés. Rome regardoit les vers des Sybilles comme un livre sacré qu'elle consultoit dans les circonstances les plus difficiles: mais elle le confioit à des magistrats particuliers, & comprit qu'il seroit dangereux de le laisser entre les mains d'une populace incapable d'en pénétrer les sens, & de l'ajuster aux maximes de la République.

Je crois, Monsieur, que je serois

connoître toute l'importance de ma remarque, en rappelant ici combien est petit le nombre des hommes capables de penser par eux-mêmes & de discuter une opinion. Le reste est un amas d'enfans qui n'ont aucune idée à eux, qu'aucune absurdité ne choque, & dont l'entendement est tout entier dans leur mémoire. Si le gouvernement est fait pour diriger l'espèce de pensée de ces hommes, comme les pères sont destinés à conduire leurs enfans dont la raison n'est pas encore développée, n'est-il pas vrai qu'en ne ménageant pas la raison médiocre, commune & toujours infantine de la plupart des citoyens, il ne seroit ni moins imprudent, ni moins coupable, qu'un père de famille qui ne garantiroit pas ses enfans des opinions dangereuses par

lesquelles on pourroit égarer leur raison naissante & encore trop foible pour discerner la vérité, & ne la pas laisser tromper par des paradoxes & des mensonges?

Si des sophistes, ou des esprits gauches, en Amérique comme en Europe, attaquent les vérités qui servent de fondement à la morale & à la politique; si des hommes passionnés sacrifient les premiers principes de la société à leurs intérêts particuliers; si des écrivains sans mœurs apprennent aux citoyens à être sans crainte, sans honte, sans remords & sans honneur; si d'autres vendent indifféremment le mensonge & la vérité; pourquoi les passions moins hardies en Amérique qu'en Europe, y produiroient-elles des effets moins funestes? Voyez ce qui se passe dans

notre monde: graces aux livres écrits pour faire aimer le vice, les mœurs ne connoissent plus aucune règle; elles ont affoibli, ou plutôt détruit l'empire des Loix: les Gouvernemens en sont dénaturés, & la politique sans morale, erre à l'aventure, & ne quitte une erreur que pour en prendre une autre.

Je desirerois donc que tout écrivain fût obligé de mettre son nom à son ouvrage, & s'il offensoit les mœurs, la majesté des loix, le respect dû aux Magistrats chargés de la puissance exécutive, qu'il fût soumis à leur animadversion. S'il se cachoit sous un nom supposé, pourquoi ne subiroit-il pas une peine plus considérable, puisque sa feinte même est une preuve qu'il connoissoit le mal qu'il a fait, & ne s'est

pas trompé innocemment? Il seroit juste que pendant quelques années, il fût privé de tout droit de citoyen dans les élections.

Quoique dans toute cette lettre, Monsieur, je ne vous aie parlé que du pouvoir des mœurs, de la nécessité de les corriger & d'en prévenir ensuite la décadence, si on veut avoir un Gouvernement & des loix salutaires; j'avoue que je n'ai en quelque sorte qu'ébauchée cette importante matière. Si les personnes qui sont à la tête des affaires en Amérique desireroient de plus grandes lumières, elles les trouveront dans l'excellent ouvrage que le Docteur Brown publia, il y a 25 à 26 ans, sous ce titre, *Mœurs angloises, ou appréciation des mœurs & des principes qui caractérisent actuellement la nation Brita-*

nique. Je ne connois point d'ouvrage plus profond en politique; & l'auteur, à la manière des anciens, considère dans le moment présent l'avenir qu'il annonce. Cet écrit eut d'abord le plus grand succès en Angleterre; les esprits furent effrayés des vérités qu'on leur présentoit; mais la corruption avoit déjà fait trop de progrès pour qu'on eût le courage de se corriger, & l'on s'endormit dans ses vices. La guerre de 1756 couvrit cependant de gloire les Anglois; ils dominèrent sur toutes les mers; leurs armes eurent partout les succès les plus brillans, & on se moqua alors des craintes du Docteur Brown. Pour ne point s'inquiéter on ne voulut point voir que tant de prospérité étoit l'ouvrage d'un homme de génie qui suspendoit la décadence de sa

nation, en laissant subsister & en multipliant même les causes de sa ruine. Cette gloire éphémère a disparu; les Américains ont éprouvé que leurs ennemis étoient accablés sous le poids de leur avare ambition, & que les mœurs censurées par le Docteur Brown, les forçoient de montrer le terme de leur force & de leur puissance, mais sur-tout de cet orgueil national & patriotique qui servoit encore de contrepoids aux vices de la nation. Les législateurs de l'Amérique, si je ne me trompe, peuvent tirer de l'ouvrage du Dr. Brown les instructions les plus utiles en suivant ses principes & sa méthode.

Permettez-moi, Monsieur, avant que de finir cette longue lettre, d'examiner encore quelques articles des constitutions Américaines qui sem-

M

blent ne pas prévoir les abus dont vous êtes menacés. Par exemple, approuvez-vous la loi qui ordonne que les juges de la Cour suprême de judicature, seront maintenus dans leurs Offices aussi longtems qu'ils se conduiront bien? Au premier coup-d'œil, ce règlement paroît sage; mais voici mes scrupules. Je craindrois que les personnes qui aspirent à ces magistratures, ne trouvaissent qu'on recule trop leurs espérances, & que pour les servir plus promptement, ils ne nouaissent quelque intrigue. Ils tendront des pièges au juge dont ils ambitionnent la place; ils lui suscitent des ennemis secrets; car de quels détours, de quelles ruses perfides n'est pas capable l'ambition d'un intrigant! Si ce Magistrat attaqué oppose sa seule probité à ses envieux

& succombe, tout est perdu; & bientôt ses successeurs, persuadés du peu de pouvoir de la vertu, n'opposeront plus que l'intrigue à l'intrigue. On cherchera par des complaisances à se faire des amis & des protecteurs puissans; la justice n'aura plus une balance égale, & cependant rien n'est plus funeste pour les mœurs publiques que les malversations des magistrats dans l'administration de la justice. Les loix perdent alors leur crédit; car on trouve facilement des moyens de les éluder, en feignant de les rendre plus justes.

Ma crainte, ou plutôt mon zèle pour vos intérêts, exagère peut-être les dangers: je consens donc que l'esprit d'intrigue si commun en Europe, soit toujours inconnu en Amérique. Qu'arrivera-t-il de-là? Les

premiers magistrats feront d'abord très-attentifs à leurs devoirs. Aucun ne fera destitué; & en leur voyant conserver leurs offices jusqu'à la mort, on s'accoutumera peu-à-peu à penser qu'il est donné à vie. Les successeurs de ces hommes admirables seront flattés d'une opinion qui favorise leur vanité, & l'adopteront avec empressement. Alors le mal commence; alors ces Magistrats intègres se relâchent, se négligent & sont moins attentifs sur eux-mêmes. On pardonnera d'abord de légères fautes, parcequ'une destitution jusqu'alors inconnue paroîtroit une peine trop grave. Les délits se multiplieront donc, on s'y accoutumera; & de leurs fautes enfin accréditées, les juges se feront une espèce de privilège, ou de droit à continuer de se

mal comporter. Ma prédiction n'est point vaine; car les jurisconsultes, plus avisés que les autres hommes, cheminent lentement & pas-à-pas; & la République ne fera pas assez heureuse pour qu'une injustice éclatante de leur part, la force d'être attentive à ses intérêts, & d'appliquer un remède aux abus.

Puisque j'en suis aux Cours de justice, qu'il me soit permis d'ajouter un mot sur les cours d'équité. Cet établissement pouvoit être utile en Angleterre, quand elle étoit soumise à la police des fiefs, & que les loix étoient nécessairement équivoques, grossières & informes. Ce qui étoit alors le moins mauvais pouvoit passer pour bon; mais l'Amérique n'est pas dans les mêmes circonstances. J'aime beaucoup que les juges sui-

vent la lettre de la loi. Si elle leur paroît, dans certains cas, obscure ou injuste, qu'au lieu de s'ériger en législateurs, ils consultent la puissance législative. Je crains que les cours d'équité, sous prétexte de juger selon l'esprit de la loi, ne la corrompent, & ne la dénaturent en la rendant arbitraire. Mes craintes me paroissent d'autant mieux fondées, qu'il me semble que chez tous les peuples de l'Europe, les jurisconsultes ne se sont appliqués qu'à rendre obscur & indécis le sens de la loi : C'est de là qu'ils tirent leur considération. Nous aurions moins besoin d'eux, s'ils ne nous conduisoient pas dans les routes d'un labyrinthe ténébreux. Je le répète encore : si une loi est équivoque, ou paroît trop dure & contraire aux règles de l'human-

té, c'est à la puissance législative qu'il faut recourir: elle seule a le droit de se corriger; & il importe à la sûreté & à la tranquillité des citoyens qu'aucune cour de justice ne se fasse à son gré une jurisprudence qui peut aisément dégénérer en une tyrannie insupportable, parce qu'elle obéira bientôt à toutes les passions des juges.

Permettez-moi de le dire, Monsieur, on trouve dans ces constitutions d'Amérique plusieurs loix qu'on ne peut s'empêcher d'approuver & de condamner à-la-fois. Par exemple, la République de Massachussets ordonne que *les armées étant dangereuses en tems de paix pour la liberté, on ne doit pas en conserver sur pied, sans le consentement de la puissance législative*: elle ajoute que *le pouvoir mi-*

litaire doit être toujours dans une subordination exacte à l'autorité civile. Cette loi voit fort bien le danger, mais elle ne le prévient pas. Pourquoi ne parle-t-elle que du tems de paix? Est-ce que pendant la guerre les armées sont plus disposées à être soumises à l'autorité civile? Les personnes un peu instruites auront de la peine à se persuader ce paradoxe; on ne trouve que trop souvent dans l'histoire, des Généraux qui ont inspiré leur ambition à leurs armées. La fin de cette loi est vague & tronquée. Il n'est pas question de dire que l'armée doit être subordonnée à la puissance civile; c'est une vérité triviale; & le législateur doit employer toutes les mesures & tous les moyens possibles, pour que cette subordination une fois établie subsiste

& ne puisse se déranger. Combien de précautions ne faut-il pas prendre dans un Etat libre pour que les citoyens soient de bons soldats, & cependant n'abusent jamais de leurs forces! négligez-les, il renâtra des Sylla, des Marius, des César, des Cromwel, des Valstein.

New-York dit que *la milice sera par la suite & dans tous les tems, soit paix, soit guerre, armée, disciplinée & toute prête à servir.* Il est aisé de voir combien cette loi laisse de choses à desirer; la Pensylvanie, que *les hommes libres & leurs enfans seront armés & disciplinés pour la défense de la République, & que le peuple choisira les colonels & les officiers d'un grade inférieur.* Cette disposition a le même défaut que je viens de reprocher à New-York. Il me semble que le Lé-

gislateur ne voit que la fin qu'il se propose, fans s'occuper des moyens d'y arriver. J'ai beau étudier la législation de vos Républiques, je n'y trouve point ces rapports qui unissent les intérêts & les volontés des citoyens; je n'y vois point cette harmonie qui tient toutes les parties de l'État dans une sorte d'équilibre & leur donne un même esprit.

Vous devez compter, Monsieur, que votre peuple, dont les loix ont établi d'une manière si claire la souveraineté, fera difficile à manier, puisqu'il sentira ses forces. En étant armé pour la défense de la patrie, il doit être jaloux de sa dignité; il fera inquiet & soupçonneux, parce qu'il verra des citoyens qui ne lui étant point supérieurs par le droit, feront cependant trop fiers de leur

fortune pour se confondre avec lui, & ne pas affecter une certaine supériorité. C'est-là une maladie incurable dans tous les États libres où les richesses sont distribuées très-inégalement. Si ce levain d'envie, de jalousie & d'ambition cesse d'agir, c'est un signe infaillible que le sentiment de la liberté affoibli & presque détruit, ne subsistera pas longtems. Mais s'il fermente avec trop de force, la République éprouvera des secousses, des commotions violentes qui la perdront nécessairement. Quel est donc le régime convenable avec un pareil tempérament? Ce sont, si je ne me trompe, des loix concilia-trices, qui, sans rien ôter aux pauvres de leurs droits, empêcheront que les riches n'abusent des passions que doivent leur donner leurs richesses. Le

peuple doit à la médiocrité de sa fortune une forte de modération dont il ne s'écarte point, à moins qu'on ne l'irrite par des mépris ou des injustices. Les richesses, au contraire, donnent à ceux qui les possèdent une vanité d'autant plus impérieuse qu'elle est plus sotte. Elle veut dominer, & ses espérances deviennent pour elle des droits. Pourquoi donc, à l'exemple de la Géorgie, qui n'admet point les substitutions, les autres États-Unis ne les proscrivent-ils pas? Pourquoi les loix ne tendent-elles pas à diviser les fortunes que l'avarice des riches ne cesse d'accumuler? Pourquoi, en rendant le luxe méprisable, n'ôte-t-elle pas à la cupidité l'aliment qui la nourrit & la rend insatiable? Si les constitutions américaines avoient été établies sur ces

principes, j'aurois vu avec plaisir qu'elles auroient connu le danger auquel vos Républiques sont exposées, & qu'elles auroient tenté du moins d'établir dans l'Etat un lien de paix & de concorde, & d'affermir les fondemens de la liberté.

J'observe quelquefois avec plaisir les Cantons Suisses. Quelques-uns possèdent en commun de petites provinces dont ils sont souverains: tous ont des forces très-inégales, des loix différentes, & des religions partout ailleurs si ennemies, & qui dans cet heureux pays ne s'offensent pas. Ils sont unis entr'eux par un lien moins fort & moins régulier que celui qui associe les treize États-Unis d'Amérique; ils jouissent cependant d'un ordre & d'une tranquillité que ceux-ci ne feront peut-être que desirer. Ce

N

pays n'a jamais été troublé que pendant quelques instans, & sans laisser des semences de haine, d'envie ou d'ambition. Pourquoi cette confédération est-elle gouvernée avec tant de sagesse? Pourquoi la Démocratie de quelques cantons n'y a-t-elle aucun des caprices ou des vertiges qui lui sont si naturels? Pourquoi l'Aristocratie, par sa nature si soupçonneuse & si impérieuse, n'est-elle, par exemple, dans le Canton de Berne qu'un gouvernement paternel? Pourquoi les magistrats s'y croient-ils les agens, & non pas les maîtres de la société?

Plus vous rechercherez les causes de cette heureuse administration, & plus vous serez persuadés qu'elle est l'ouvrage du silence auquel les Suisses

ont condamné les passions les plus naturelles au cœur humain. Ils ont écarté avec soin les tentations qui pourroient inviter les magistrats à être ambitieux & injustes. Par là, le peuple plein de confiance & de sécurité, aime les loix sur lesquelles il compte; sa patrie lui est chère, & il voit sans trouble & sans inquiétude les négligences ou les petits torts qui sont une suite inséparable de la fragilité humaine. Ils habitent un pays pauvre qui les préserve de tous les besoins impertinens qui désolent la société, & avilissent les pays riches. Le service étranger auquel ils s'engagent, produit à-la-fois deux biens: l'un de leur former des soldats malgré la paix qu'ils aiment & dont ils jouissent; l'autre de les débarrasser des mauvais sujets qui ne

peuvent se contenter de la simplicité des mœurs helvétiques.

Ces réflexions m'ont conduit à trouver étrange que les États-Unis d'Amérique, possédant des terres fertiles, & étant placés de la manière la plus favorable pour faire un riche commerce, n'aient pas prévu qu'ils seroient bienôt exposés à tous les abus qui accompagnent nécessairement de grandes richesses. Leurs législateurs devoient donc sentir que leurs Républiques auroient difficilement les mœurs que demande la liberté. Ils devoient en conséquence ne pas se contenter de recommander vaguement la pratique de quelques vertus: ils devoient ne négliger aucune mesure pour les rendre chères & familières.

Il en faut convenir, Monsieur; les

Américains ont établi leur indépendance dans des circonstances malheureuses. Le tems n'est plus où les ames fortes, élevées & courageuses étoient capables à-la-fois des plus violentes injustices & des plus grandes vertus. Les Suisses, trop pauvres pour avoir les vices de notre siècle, & unis par leur pauvreté même, se soulevèrent contre des seigneurs dont les vexations & les cruautés lassèrent enfin leur patience; & ils ne pouvoient, dans leur entreprise, se proposer autre chose que la liberté & la gloire: tout le reste leur étoit inconnu. Vos colonies au contraire, déjà gâtées par leurs relations avec la mère-patrie, en envioient autant les richesses que la liberté; & c'est pour cela, comme j'ai déjà eu l'honneur de vous le dire, que j'aurois souhaité

qu'une guerre longue & laborieuse eût substitué de nouvelles passions & de nouvelles idées à celles que vous aviez reçues d'Europe.

J'en reviens aux Suisses, Monsieur; & plus j'examine leur confédération, plus je suis persuadé qu'ils doivent principalement la perpétuité de leurs mœurs & de leur égalité, à l'heureuse institution de n'avoir aucune ville fortifiée, aucune forteresse où il faille tenir des garnisons, c'est-à-dire, des soldats mercenaires qui ne sont que soldats, & qui jamais ne sont plus aises que quand ils peuvent intimider de paisibles citoyens & leur faire sentir leur prétendue supériorité. Il dérive de là que les magistrats n'ayant point sous la main des troupes dont ils disposent, s'accoutument malgré eux à des voies de

conciliation & de justice. Ils sont plus mesurés dans leurs entreprises, parce que leur imagination qui ne se repaît pas de projets hardis, résiste facilement à de fausses espérances. Avec des forteresses & des garnisons mercenaires, les magistrats se feroient senti une force qui les auroit rendus plus confians, & par conséquent moins prudens & plus injustes. Sous prétexte de défendre l'entrée du pays, on auroit multiplié les forteresses; & en même tems les magistrats, plus avides & plus ambitieux n'auroient pas manqué de faire oublier aux citoyens leur esprit militaire, en feignant de favoriser leur goût pour le repos & les travaux de l'agriculture.

Que seroient devenus ces petits cantons, où, sous la protection des

bonnes mœurs, règne encore la Démocratie la plus franche & la plus entière? Comme dans les siècles qui honorent le plus l'humanité, les citoyens auroient-ils continué à s'assembler sous un vieux chêne ou sous un vieux sapin pour y délibérer sans artifice de la chose publique? Il y a longtems que les cantons, où la Démocratie est tempérée aujourd'hui par les loix & les courumes d'une sage Aristocratie, obéiroient à des Aristocrates, c'est-à-dire à des tyrans. Berne même, dont l'Aristocratie n'a aucun des défauts qui appartiennent en quelque sorte à ce gouvernement, n'auroit pas manqué, en asservissant ses propres citoyens, de détruire la confédération helvétique. L'ambition & l'avarice de cette République n'auroient songé qu'à abuser de ses

forces; Berne auroit asservi ses alliés dont elle respecte aujourd'hui si religieusement les droits & l'alliance.

Vous me direz, sans doute, Monsieur, que toutes vos Républiques ont sur les côtes de la mer & à l'embouchure des grandes rivières, des villes & des ports qu'il est nécessaire de fortifier. Je sens combien il est important pour vous de défendre l'entrée de vos ports par des forteresses & des garnisons toujours subsistantes, si vous voulez être maîtres chez vous. Je conçois même que dans l'intérieur des terres, vous ne pouvez pas vous dispenser d'élever quelques châteaux pour vous garantir des courses & des incursions que les Sauvages peuvent faire sur votre territoire. Ayez donc des forteresses & des garnisons, puisque vos pro-

vinces ne sont point naturellement fortifiées comme la Suisse; mais que ces places de sûreté ne soient nullement à la disposition des magistrats du pays où elles seront construites; ils en abuseroient sans doute, & je ne puis me débarrasser de cette crainte.

Je desirerois donc que toutes ces forces fussent confiées à la direction & aux ordres du Congrès continental. Lui seul, par la forme de votre confédération, étant revêtu du pouvoir de traiter avec les étrangers, doit aussi avoir le pouvoir de commander les troupes destinées à agir hostilement contr'eux. Ces garnisons, à qui il seroit défendu de s'immiscer dans les affaires civiles, & qui ne recevraient des ordres que du Congrès, ne deviendroient jamais une arme entre les mains des magistrats;

ainsi la puissance civile n'ayant que des moyens de douceur & de conciliation pour calmer les esprits quelquefois agités, seroit obligée de se faire une politique conforme à sa situation. Les citoyens, de leur côté, n'ayant rien à craindre, s'accoutumeroient enfin à obéir aux loix, non par crainte, mais par respect & par affection. De là naîtroit une sécurité générale. Les riches n'abuseroient peut-être pas de leurs richesses, ou du moins en abuseroient plus tard, & avec moins d'orgueil. Le peuple, armé comme en Suisse, & qui seroit véritablement la force de l'Etat, se feroit respecter jusques dans sa soumission & sa pauvreté. Il me semble qu'aucune de vos Républiques n'a rien à craindre du parti que je propose. Est-il possible de penser

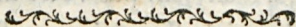
que le Congrès continental veuille un jour abuser des forces que je lui abandonne, pour usurper une autorité funeste à la liberté des États-Unis? Ce corps respectable n'est-il pas composé de membres qui auront passé par les emplois de leur République, qui en auront contracté les mœurs & les habitudes, & qui doivent bientôt rentrer dans la classe des simples citoyens? En supposant qu'ils fussent assez insensés pour former une conjuration, à quoi leur serviroient leurs forteresses, leurs châteaux & leurs garnisons contre les milices de vos treize Républiques réunies?

A Passy, 13 Août 1783.



IV. LETTRE.

Des dangers auxquels est exposée la confédération Américaine : comment se formeront les troubles & les divisions. Nécessité d'augmenter le pouvoir du Congrès Continental.



TOUTE l'Europe, Monsieur, après avoir craint que vous ne pussiez résister aux forces de la Grande-Bretagne, est enchantée aujourd'hui du courage & de la constance qui ne vous ont point abandonnés, & des succès heureux que vous avez obtenus. Les préliminaires de la paix, qui assurent l'indépendance de l'A-

O



mérique, font déjà signés ; & dans le moment où j'ai l'honneur de vous écrire, nous sommes à la veille de les voir confirmer par un traité solennel. Toutes les nations, en voyant qu'il s'est ouvert une nouvelle branche de commerce à leur industrie, ne songent qu'à s'enrichir des dépouilles des Anglois. Je rencontre tous les jours de ces politiques à argent qui n'envient pas votre liberté, mais les richesses qui vont fondre sur vous des quatre parties du monde. Ils voient déjà la mer couverte de vos vaisseaux ; & regardant l'or comme le nerf de la guerre, de la paix, & l'objet de la plus profonde politique, ils ne manquent point de vous prédire la plus grande prospérité.

Pour moi, je l'avoue, cette pro-

Y digieuse fortune me fait au contraire
trembler sur le sort qui vous attend.
Après les trois lettres que j'ai déjà
eu l'honneur de vous écrire, vous
n'en ferez pas surpris. Je ne puis
m'empêcher de penser à Platon, qui,
pour assurer le bonheur d'une Répu-
blique, vouloit qu'elle ne s'établît
point sur les rivages de la mer, ou
sur les bords d'une grande rivière.
Cette position, dit-il, l'exposeroit
aux dangers du commerce. Les
étrangers, qui ne manqueroient pas
d'y apporter leurs superfluités, l'ac-
coutumeroient à des besoins nou-
veaux. Bientôt les citoyens alléchés
par ces nouveautés dont ils ne pour-
roient plus se passer, & conduits par
des passions inconnues, croiroient
rendre un grand service à la patrie,
en n'attendant pas que les étrangers

vinssent leur apporter des marchandises. Ils voudront à leur tour couvrir les fleuves & les mers de leurs barques & de leurs vaisseaux: on encouragera tous les arts, toutes les manufactures; mais n'en doutez pas, tous ces ballots de marchandises importées ou exportées deviendront pour la République la véritable Boîte de Pandore.

S'il en falloit croire, Monsieur, cette doctrine que nous appelons sauvage, & peut-être ridicule, pour nous déguiser à nous-mêmes notre propre folie, quelles fatales conséquences n'en faudroit-il pas tirer pour les États-Unis d'Amérique! Sans doute que Platon penseroit que vos Républiques ne pourroient se promettre une prospérité de longue durée, quand même elles répare-

roient aujourd'hui toutes les négligences qui ont échappé à leurs législateurs, & dont j'ai pris la liberté de vous entretenir dans mes lettres précédentes. En affermissant le gouvernement sur une base plus régulière, en préparant & disposant avec art les loix, de façon qu'elles se soutiennent mutuellement, & se fassent aimer des citoyens, vous arrêterez, vous diroit ce Philosophe, vous suspendrez vos malheurs; mais vous ne les préviendrez point, & vous serez enfin les victimes & les dupes des tentations auxquelles vous vous serez exposés.

C'est un homme intraitable que ce Platon: il avoit calculé la force de la raison humaine & celle de nos passions; il connoissoit la génération de nos vices, & la chaîne fatale qui

les lie tous les uns aux autres. Peut-être auroit-il eu l'audace de vous dire que ces sauvages qui errent sur vos frontières, sont moins éloignés des principes d'une bonne civilisation que les peuples qui cultivent le commerce & qui chérissent les richesses. Les sauvages, ajouteroit-il, ne raisonneront pas régulièrement & avec méthode des droits de l'humanité, mais tous les principes en sont profondément gravés dans leur ame forte & vigoureuse; ils ne seront effrayés d'aucune vertu dont on leur aura fait sentir l'utilité; ils s'y livreront par sentiment, tandis que les nations les plus fières de leurs lumières cèdent à l'instinct qui les conduit au mal, & trouvent enfin des raisons pour le justifier, ou plutôt pour l'approuver.

Passons, si vous le voulez bien, Monsieur, à une philosophie moins austère & plus proportionnée aux mœurs présentes: je vais vous exposer la doctrine du Docteur Brown sur le commerce. *Je crois, dit-il, que si l'on veut bien en étudier la nature & les effets, on demeurera convaincu que, soit dans ses commencemens, soit dans sa médiocrité, il est très-avantageux à une nation; mais qu'arrivé à son plus haut période par des progrès ultérieurs, il lui devient réellement dangereux & funeste. D'abord il pourvoit aux nécessités mutuelles des nations commerçantes, il prévient leurs besoins, il augmente leurs connoissances, il les guérit de leurs préjugés, il y étend les sentimens de l'humanité; ensuite il procure au peuple des agrémens, il multiplie le nombre des citoyens, il*

bat de la monnoie, il fait naître les sciences & les arts, il dicte des loix équitables, il répand au long & au large l'abondance & la prospérité; mais parvenu enfin à son troisieme & plus haut période, il change de nature, & produit de tout autres effets. Il amène les superfluités avec l'opulence, il engendre l'avarice, il enfle le luxe, & en même tems qu'il porte parmi les personnes du plus haut rang un raffinement de délicatesse qui achève de les amollir, il corrompt visiblement les principes de toute la nation.

D'abord l'industrie est frugale sans être incompatible avec la générosité. Bornée à ce qui intéresse le nécessaire, renfermée dans une jouissance modérée des biens de la vie, elle emploie volontiers son petit superflu en libéralités & en largesses. Mais à mesure que l'in-

industrie augmente les richesses, elle augmente aussi le goût de l'opulence: l'amour de l'argent étant l'ouvrage de l'imagination, & non du sentiment, on ne s'en rassasie point, on se dégoûte des objets des passions naturelles: il n'est point d'habitude qui se fortifie plus par l'usage que celle d'amasser de l'argent. Un homme qui l'a contractée s'en occupe tout entier; il y concentre toutes ses vues. Rien n'égale à ses yeux la satisfaction de grossir ses trésors. Ainsi tout marchand qui vise à l'opulence doit par cela même devenir industrieux, & ce qui le rend industrieux doit le rendre avare. Or, ce qui est vrai du particulier, l'est aussi du corps entier d'une nation qui commerce. Si cette nation trafique pour s'enrichir, si sa dernière fin est d'arriver à l'opulence, & si, dans cet esprit, les

chefs mêmes de cette nation sont des Commerçans, le caractère prédominant de tout le corps sera une industrieuse avarice. On ira fouiller dans tous les climats, on bravera toutes les mers pour satisfaire aux besoins de l'avarice & du luxe.

A cette autorité si grave, je pourrois joindre celle de Cantillon, homme du génie le plus pénétrant & le plus étendu. Il avoit fait lui-même un très-grand commerce, & démêlé tous les ressorts qui le font mouvoir & agir, & auxquels les commerçans, les banquiers, les agioteurs, les spéculateurs d'affaires obéissent fidèlement. On voit que l'argent est l'ame de toutes leurs opérations, qu'ils habitent un pays, mais n'ont point de patrie; que leur cupidité se communique insensiblement à tous les ci-

toyens, qui ayant toujours de nouveaux besoins ne peuvent jamais avoir assez de fortune. Considérant ensuite le commerce en homme d'Etat, il prouve très-bien qu'il ne donne & ne peut donner à un peuple qu'une puissance passagère & momentanée. Cette opulence dont il est si fier, disparoît promptement; parceque les frais d'un riche commerce étant augmentés, on abandonne ses propres marchandises pour courir après celles d'un peuple pauvre où la main-d'œuvre est à bon marché. Alors on accuse les administrateurs de sottise ou de négligence, parceque le commerce est détruit, & que l'argent devient plus rare; comme s'il étoit en leur pouvoir de changer la nature des choses.

Cependant, remarque Cantillon,

dans les momens d'opulence dont on a joui, on s'est enivré de sa prospérité, on s'est fait des idées chimériques de sa puissance, on méprise ses voisins, parcequ'ils sont moins riches, on croit avoir droit de les dominer, ou du moins de les traiter cavalièrement. Soit ambition, vanité, ignorance, qualités qui s'affoient merveilleusement, on forme sans qu'on s'en apperçoive des entreprises au-dessus de ses forces. De là les emprunts & toute cette adresse admirable par laquelle on parvient à se faire un très-grand crédit. Mais comme les hommes ne sont jamais assez sages pour se corriger par une expérience, on imagine des banques pour que le papier tienne lieu de l'argent qu'on n'a pas; & bientôt on soutiendra que le crédit est la source de

la puissance d'un Etat. Vaine ressource! La richesse imaginaire des banques dispaçoit, & l'on songe enfin à ranimer le commerce par la voie des armes, sans prévoir que la guerre absorbera plus de richesses que n'en peut procurer le commerce le plus heureux. Je m'arrête, Monsieur, car je ne doute point que l'ouvrage de Cantillon n'ait passé en Amérique.

Si ce que je viens d'écrire, en copiant les propres paroles du Docteur Brown, & en vous exposant la doctrine de Cantillon, doit passer pour une vérité incontestable & mille fois démontrée par les faits, pourrois-je n'avoir pas quelque crainte sur le sort qui attend les États-Unis d'Amérique? Comment ne serois-je pas inquiet, quand je vois que leur

position topographique les invite, les sollicite, les presse de se livrer au commerce? Vos villes sont remplies de citoyens qui avant votre révolution, avoient déjà adopté toutes les idées angloises sur le commerce, les richesses & la prospérité des Etats; & qui ne sont point détrompés en voyant enfin que l'Angleterre est pauvre au milieu de toutes ces richesses si enviées, & qui ne lui ont donné, comme le prouve votre guerre, qu'une confiance téméraire & des espérances trompeuses.

Quelles mesures vos législateurs ont-ils prises pour donner des bornes au commerce & le fixer dans cette heureuse médiocrité, qui, suivant le Docteur Brown, peut encore s'associer avec quelques vertus? Je fais que toutes leurs loix n'auroient

été qu'une barrière impuissante, si on avoit laissé aux passions la moindre espérance de réussir; mais j'aurois du moins vu avec plaisir qu'on auroit remonté aux principes d'une saine politique; & ces réglemens auroient retardé le progrès des vices que je crains avec Platon.

Bien loin de là; la République de Massachussets, faite pour donner l'exemple aux autres, ordonne d'*encourager les sociétés particulières & les institutions publiques pour les progrès de l'agriculture, des arts, des sciences, du commerce, du négoce, des manufactures & de l'industrie.* On croit sans doute avec le D. Brown, qu'un commerce médiocre produit quelques avantages à la société; & sans faire attention au reste de sa doctrine, on en a conclu qu'un plus grand commer-

ce produiroit encore de plus grands biens. Mais il falloit, au contraire, voir avec Platon, que ce commerce médiocre, en réveillant des passions indomtables, étoit le germe d'une foule de vices plus forts que la politique & les loix.

En suivant la méthode du D. Brown, pour qui j'ai, Monsieur, la plus grande vénération ; permettez-moi de suivre pas-à-pas la marche ou le développement des malheurs que je crains pour les Etats-unis d'Amérique. Tandis que vos principales villes ne chercheront d'abord qu'à étendre & multiplier leurs relations & leur industrie, la République paroîtra tranquille & florissante, parceque les citoyens commençant à être un peu distraits des intérêts de la chose publique, par les soins & les travaux de

leur commerce particulier, n'auront point ce zèle, cette ardeur, cet amour du bien public qui est une grande vertu, mais qui excite ordinairement des défusions vives, quelquefois des jaloufies & des espèces de partis que les esprits trop timides prennent presque toujours pour un commencement de trouble & de fédition, & qui dans la vérité n'est qu'une fermentation propre à élever les ames & leur donner de la force, du courage & de la constance. De leur côté, les cultivateurs dans les campagnes ne sentiront encore que les avantages du commerce; les productions de la terre acquerront un nouveau prix: Les laboureurs encouragés par les fruits de leurs travaux, défricheront des terres incultes. Les habitans se multiplieront, parceque les enfans ne

feront point à charge à leurs pères : il s'établira en même tems des manufactures de tous côtés, & elles feront également utiles au progrès du commerce & de l'agriculture.

Ce tableau ne présente encore rien d'effrayant aux personnes qui ne sont pas accoutumées à lire dans l'avenir. On ne voit que des peuples qui sont dans une plus grande abondance, & qui cultivent avec ardeur les arts les plus utiles. Mais examinons, je vous prie, les vices naiffans & encore foibles qui sont cachés sous ces apparences trompeuses. Il me semble que l'esprit de commerce doit devenir en peu de tems l'esprit général & dominant des habitans de vos villes. Ne pas s'y livrer tout entier, ce seroit vouloir s'appauvrir & se rabaisser au-dessous des commer-

çans dont la fortune croîtra de jour en jour. Je crois bien que ces nouveaux enrichis n'auront d'abord que la grosse & sotte vanité que donnent les richesses. Sans dédaigner les citoyens qui auront été moins heureux, ils se croiront seulement plus habiles. Une présomption ridicule ne les empêchera pas de continuer encore pendant quelque tems à être d'assez bonnes gens. Mais à la seconde, ou tout au plus tard à la troisième génération, pensez-vous que leurs enfans, nés au milieu des richesses, n'auront pas les passions qu'elles donnent nécessairement ? De quel œil verront-ils donc cette égalité que vos loix ont voulu établir entre les citoyens ? Ils ne comprendront rien à ces droits inaliénables de Souveraineté que vous avez attribués au peuple. Les richesses qui

ont été chez tous les peuples anciens & modernes, la source & le principe de cette noblesse dont on est si fier, par quel miracle ne partageroient-elles pas en Amérique les familles en différentes classes ? Pourquoi ces richesses, qui établissent la différence la plus réelle & la plus sensible entre les hommes, souffriroient-elles chez vous que les pauvres jouissent des mêmes avantages que les riches ? Votre Gouvernement doit donc de toute nécessité se déformer. C'est en prévoyant ainsi la révolution dont vous êtes menacés, *urgent fata*, que j'ai préféré la législation de Massachussets à toutes les autres, comme donnant des bornes plus étroites à la Démocratie, & préparant le passage inévitable de la République à l'Aristocratie, sans l'exposer aux mouvemens

violens & convulsifs qu'éprouvera vraisemblablement la Pensylvanie, & qui la précipiteront, selon toutes les apparences, sous le joug de l'Oligarchie, ou d'un seul maître.

Je reviens, Monsieur, aux habitans des campagnes, & je crois qu'occupés d'abord de leurs récoltes & de leurs défrichemens, ils seront assez contents de leur sort; & pourvu qu'ils vendent chèrement leurs denrées, ils ne penseront guère à ce qui se passera dans les villes. Mais tout a un terme dans les choses humaines; & quand ces hommes, après avoir un peu négligé les affaires publiques, commenceront à tirer de leurs possessions le meilleur parti possible, peut-on se flatter que, fiers de leur loisir, de leur nombre & de leur aisance, leurs regards ne se tournent pas du côté de

la liberté ? Verront-ils avec indifférence l'orgueil des villes & les prétentions de leurs citadins ? Il ne songeoient pas à être ambitieux ; ils ne songeoient pas même qu'ils étoient libres , parcequ'ils comptoient sur l'égalité établie par les loix. Mais dès qu'ils verront l'orgueil des riches, quand ils auront lieu de craindre qu'ils ne veuillent s'emparer de toute la puissance publique, ces hommes accoutumés au maniment des armes, & qui sentiront leurs forces, consentiront-ils patiemment à devenir les sujets d'une Aristocratie ? La République Romaine fut perdue, dès que les loix & les mœurs furent en contradiction. Il ne vous faudra de même qu'un Gracque, c'est-à-dire, un ambitieux adroit ou un orateur emporté, pour soulever les citoyens les uns

contre les autres, & les jeter dans une Anarchie, d'où l'on ne sort trop souvent que pour éprouver les rigueurs du Despotisme.

Voilà, Monsieur, la catastrophe que je redoute. En vain ferez-vous des loix, si elles ne sont étayées par de bonnes mœurs. En vain recommanderez-vous la pratique de quelques vertus, si vous n'avez pas l'art de les protéger en vous opposant d'avance avec courage aux ruses, à la force & aux surprises des passions. Cette vérité fait frémir : elle est d'autant plus terrible que peut-être les vices, les préjugés & les opinions de l'Europe, ont déjà fait d'assez grands progrès en Amérique, pour ne pouvoir plus espérer d'y établir la liberté sur des fondemens inébranlables. Que n'avez-vous dans vos Républi-

ques plusieurs citoyens semblables à ce grand homme à qui vous devez tant ! Sage comme Fabius quand il falloit temporiser, entreprenant comme Marcellus quand il falloit agir, il pouvoit être un Cromwel ; mais touché de la seule gloire qui fait les héros, il s'est démis de son autorité quand vous n'avez plus eu besoin de son épée pour vous défendre, & s'est retiré dans ses possessions, en nous montrant encore les vertus antiques de la République Romaine.

Quoique les circonstances ne vous permettent pas de prévenir les malheurs que je crains, vous n'en êtes pas moins obligés de prendre les mesures les plus propres à les retarder, & à préparer du moins une révolution tranquille, & pour ainsi dire insensible. La probité en impose la loi

à tous les bons citoyens. Si des obstacles insurmontables ne permettent pas d'arriver au but que desire la politique, il faut cependant essayer d'entrer dans la route qui y conduit. N'est-ce rien que de rallentir la marche de nos passions, les progrès trop rapides de nos vices, de protéger les vertus, de les enhardir & de prolonger pendant quelque tems la tranquillité de la République? Pour leur honneur, pour leur gloire, je prie, Monsieur, je supplie tous les citoyens qui par leur génie & leurs talens, sont destinés, dans les vues de la Providence, à prêter leur raison & leurs lumières à cette multitude qui desire le bien, mais sujette à le chercher où il n'est pas; je les conjure de songer qu'ils tiennent aujourd'hui dans leurs mains la destinée de toute leur

Q

postérité. S'ils laissent échapper le moment favorable où les esprits ont encore ce courage, cette force, cette joie qu'inspire une liberté naissante & achetée par beaucoup de travaux ; il ne fera peut-être plus tems de tenter une réforme. N'en doutez pas, les ames se refroidiront dans le calme de la paix, & seront incapables de tout effort généreux. Si les préjugés anglois vous empêchent aujourd'hui d'établir votre gouvernement sur les meilleurs principes ; les habitudes que vous allez contracter, vous les rendront de jour en jour plus chers : je l'ai déjà dit, il ne fera plus tems de revenir sur vos pas.

Je fais que les gens les plus éclairés, ne rencontrant de toute part que des obstacles insurmontables aubien qu'ils desirent, ne sont que trop dé-

couragés dans leurs entreprises, & cèdent souvent à la malheureuse tentation de s'abandonner aux événemens qui décident des loix & des mœurs. Rien en effet n'est plus triste pour un citoyen qui a des lumières supérieures, que de juger qu'il ne peut qu'ébaucher son ouvrage. Ce qu'on lui permet de faire, ne lui paroît pas digne de lui; il s'éloigne de l'administration des affaires publiques; & parce qu'il craint qu'on ne l'accuse d'avoir fait le mal qu'on ne lui a pas permis d'empêcher, il trahit son devoir & les intérêts de sa patrie. L'antiquité nous offre plusieurs grands hommes qui, par sagesse, obéissant au pouvoir des conjonctures que la prudence humaine ne peut changer, n'ont eu que le choix des fautes; mais l'équitable histoire leur a rendu justice, &

dans les partis en apparence imprudens qu'ils ont pris, elle a retrouvé toutes les lumières & tous les talens qu'ils auroient montrés avec plus d'éclat, s'ils avoient rencontré des circonstances moins malheureuses. Vous avez beaucoup de citoyens également distingués par leurs vertus & leurs connoissances. J'ai eu le bonheur d'en connoître plusieurs, & je mets dans ce nombre les collègues qu'on vous a donnés, & avec lesquels vous avez si heureusement achevé l'ouvrage de votre indépendance. Quel que soit le sort qui attend l'Amérique, soyez sûr, Monsieur, que la postérité rendra justice à vos travaux & aux leurs, quand elle verra que vous avez pris toutes les mesures possibles pour gêner les passions & s'opposer à la naissance, ou du moins

au progrès des abus. Elle ne vous reprochera point les malheurs dont elle se plaindra : elle dira de vous ce qu'Horace dit de Régulus : *Hoc caverat mens provida Reguli* ; & nous serions heureux , si les hommes qui leur ont succédé dans l'administration des affaires, avoient eula même prévoyance , le même courage , & avoient continué à nous conduire par les mêmes principes.

Si vous prenez des mesures pour empêcher le commerce de multiplier vos besoins ; si vous vous opposez aux progrès du luxe ; si vos loix se défient prudemment des femmes par qui la corruption s'est introduite dans toutes les Républiques ; si vous mettez des entraves à l'ambition des riches portés naturellement à penser que tout leur appar-

tient parcequ'ils possèdent les richesses, à qui tout obéit ; en un mot, si vous tentez d'établir entre tous les citoyens & entre toutes les branches du Gouvernement, un équilibre tel qu'on puisse juger que vous avez fait tous les efforts possibles pour affermir solidement la liberté sur la base des loix ; ne craignez point qu'on vous impute un jour les malheurs dont l'Amérique pourra être affligée. On n'en accusera que les circonstances malheureuses dans lesquelles vous vous êtes formés. Nos premiers législateurs, diront les sages, ne pouvant pas être des Lycurgue, ont été des Solon : ils ne nous ont pas donné les loix les plus parfaites, mais celles dont nous étions susceptibles ; & les vices seuls dont ils n'ont pu nous corriger, nous

précipitent aujourd'hui vers notre ruine.

Quoi qu'il en soit, Monsieur, dès que vos Républiques se feront enrichies par un grand commerce, il n'est pas permis de douter que les citoyens ne prennent le génie & le caractère propres aux commerçans. C'est l'intérêt le plus sordide qui doit régner dans des banques & des comptoirs; on s'y accoutume à tout peser au poids de l'or. Il y a longtems qu'on a dit que les commerçans n'ont point de patrie, & qu'ils la vendront avec leur liberté à qui voudra l'acheter. Voyez dans quelle dégradation sont tombées les Provinces-unies des Pays-bas. Ce n'est plus que l'ombre vaine d'une République. Quoique formée par une guerre de quatre-vingt ans, & mêlée jusqu'à la

paix d'Utrecht dans toutes les grandes affaires de l'Europe, son amour de la liberté & son courage n'ont pu se conserver dans le calme d'une paix de trente ans, qui avoit étendu les relations de son commerce, & augmenté ses richesses. Il ne s'est pas retrouvé une seule étincelle du génie que Jean de Witt avoit fait naître; & la révolution la plus étonnante chez un peuple libre, s'est faite de la manière la plus simple, & a été l'ouvrage d'un moment.

Je crains, je vous l'avoue, Monsieur, un fort beaucoup plus fâcheux pour les Américains, c'est-à-dire, qu'ils ne soient poussés à une révolution beaucoup plus dure que celle des Hollandois, & n'y arrivent par une route plus difficile & plus laborieuse. Pour justifier mes alarmes,

revenons à l'examen de la marche des passions dans la société. Dès que les bourgeois de vos villes, corrompus par leur fortune, ne regarderont qu'avec mépris les habitans de la campagne & les artisans, n'est-il pas vrai que vos loix auront inutilement établi la plus parfaite égalité? Ces favoris de la fortune aspireront à former des familles d'un ordre supérieur. S'ils sont assez prudents & assez maîtres d'eux-mêmes pour amadouer les passions, ne point brusquer les préjugés, & cheminer avec lenteur, je vous demande ce qu'il doit résulter d'une révolution qui se fera faite sans efforts, sans secouffe, sans soubrefaut, & parceque des fripons n'auront eu à duper que des imbécilles? Après avoir essayé & tâté la patience du peuple, l'ambition des riches

se contentera-t-elle d'une puissance secrete & clandestine? On croit ne rien pouvoir, quand on est obligé de cacher, ou de dissimuler ce qu'on peut: en un mot, l'ambition n'est point comme l'avarice qui enterre quelquefois ses richesses, & se plaît à présenter l'image de la pauvreté. On ne veut pas faire le mal, mais on veut pouvoir le faire, & bientôt on le fera. Rien n'est plus dur que l'empire de l'avarice, parcequ'elle est insatiable, & toute la fortune de l'Etat appartiendra bientôt à des hommes qui seront corrompus par la leur.

Mais si la révolution ne s'opère point par des moyens lents & frauduleux; si les riches au contraire affectent ouvertement, ou mal-adroitement l'empire, on doit être sûr que

les citoyens qu'ils voudront traiter en sujets ne le souffriront pas : l'indignation leur donnera du courage ; ils réclameront avec force les loix & l'autorité inaliénable du peuple. Accoutumés à regarder les magistrats comme leurs gens d'affaire, ils les traiteront dans leur colère comme des valets insolens & infidèles. Si dans ces sortes de combats, la Démocratie est triomphante, il est aisé de sentir quelle Anarchie il en doit résulter. Quelles loix seront respectées ? Quelle forme donnera-t-on au gouvernement ? S'élèvera-t-il comme à Florence un Médicis qui s'emparera de la Souveraineté de sa patrie ? Il est impossible de le prévoir, parcequ'il n'y a qu'une manière pour faire le bien, & qu'il y en a mille pour faire le mal. Si l'Aristo-

cratie au contraire s'élève sur les ruines de la liberté, elle abusera nécessairement de son autorité. Plus le peuple aura montré de courage, plus elle sera soupçonneuse & hardie par timidité. Peut-être dégénérera-t-elle en Oligarchie, & des Triumvirs se disputeront bientôt la gloire de l'affervir, sous prétexte de venger le peuple.

Mes amis, en badinant, m'appellent quelquefois un prophète de malheur; & il est vrai, Monsieur, que je connois assez les hommes pour ne pas espérer facilement le bien. Mais, dans ce que je viens de dire, il me semble que je n'ai rien exagéré. En voyant une législation irrégulière, comment pourroit-on se trop alarmer, puisque l'histoire nous apprend que la négligence la plus légère d'un

législateur fuffit souvent pour produire les plus grands défordres? Ce n'est pas affez que de prédire des révolutions aux Etats-Unis d'Amérique; le pis de tout, c'est qu'elles ne se feront point fans troubles, fans violence, fans convulfion, comme dans les Provinces-unies des Pays-bas dont je viens d'avoir l'honneur de vous parler.

Je vous prie de remarquer que cette République, en fécouant le joug de l'Espagne, comme vous avez fécoué celui de l'Angleterre, s'accoutuma fans peine à obéir à un Stat-houder, c'est-à-dire, à un magistrat dont l'autorité prefque royale contenoit & lioit entr' elles toutes les parties mal-unies de la Confédération. Les vertus & les talens des premiers Princes d'Orange ont fup-

R

plée pendant longtems à tout ce qui manquoit aux ressorts du Gouvernement; & d'ailleurs la crainte de la Maison d'Autriche, ainsi que le remarque Grotius, occupoit les nouveaux républicains de soins trop importants pour que les mauvais effets de leur esprit commerçant ne fussent pas suspendus. La paix de Westphalie & de grandes richesses changèrent la disposition des esprits, & commencèrent à donner de l'inquiétude. On se défia du Stathouderat; on crut n'en avoir plus besoin; on le proscrivit parcequ'on ne redoutoit plus l'Espagne; & la République auroit été livrée dès-lors aux plus cruelles divisions, si Louis XIV ne lui eût inspiré la plus grande terreur. Les partis se rapprochèrent, les De Wit périrent, le jeune Guillaume III

fut fait Stathouder, & la Hollande pleine de ressentiment contre la France, & gouvernée par le plus habile politique de l'Europe, se trouva trop mêlée dans toutes les plus grandes guerres pour ne pas reprendre en quelque sorte l'esprit qu'elle avoit eu à sa naissance.

En effet, après la mort de Guillaume, les Provinces-unies qui avoient encore détruit le Stathouderat, firent le rôle le plus important dans la guerre de la succession d'Espagne. Les troupes auparavant trop négligées avoient repris leur ancienne discipline & leur courage. Mais la paix d'Utrecht ne devint pas moins funeste que ne l'avoit été la paix de Westphalie. Des magistrats commerçans, ambitieux, mais avides, oublièrent leur gloire en se livrant

entièrement aux soins de leur commerce. Toute l'Europe étoit lassée de la guerre qui l'avoit épuisée, & dans le calme de la paix, les Provinces-unies s'abandonnèrent au caractère qu'elles devoient avoir: elles déchûrent sans s'en appercevoir. La noblesse croyoit que sa dignité tenoit à celle du Stathouderat, & voyoit avec dépit que quelques familles bourgeoises, plus riches & plus adroites que les autres, se fussent emparées dans leurs provinces de la puissance publique. Les autres bourgeois se trouvant dégradés, ne pouvoient plus aspirer aux magistratures, vouloient se venger, & desiroient une révolution. Le peuple privé de ses suffrages n'étoit compté pour rien, & n'attendoit que le signal des mécontents pour éclater.

Les plaintes, les murmures, les haines augmentoient chaque jour; & la guerre de la succession Autrichienne vint encore au secours des Provinces-unies. Des magistrats qui avoient abusé de leur pouvoir pendant la paix furent incapables de s'en servir; on demanda à grands cris un Stathouder; il fut proclamé en un instant. On rendit sa dignité héréditaire, parcequ'on crut que la République ne pouvoit s'en passer. Cette puissance plus forte que celle de tous les partis qui s'étoient formés étouffa leurs haines, leur donna de nouveaux intérêts, & força les Hollandois à ne plus penser qu'aux affaires de leur commerce.

Je prie les États-unis d'Amérique de penser qu'étant menacés des mêmes divisions, des mêmes désordres,

ils n'auront pas la même ressource. Ce n'est point, Monsieur, que je veuille blâmer vos Républiques de n'avoir pas établi chez elles une magistrature pareille au Stathouderat. Je suis bien éloigné de cette pensée; & on ne peut en effet donner trop d'éloges à la sagesse avec laquelle vous avez borné la puissance de vos magistrats, pour qu'il ne puisse pas même leur venir la pensée d'en abuser. Vous êtes parfaitement en sûreté de ce côté; mais il s'en faut bien que vous le soyez contre les dangers auxquels l'esprit de commerce & une fausse prospérité doivent incessamment vous exposer, & dont je vous ai assez entretenu. Vous avez trop senti pendant la guerre l'avantage de votre union, pour que ce sentiment s'efface en

vous subitement; mais pouvez-vous espérer qu'il durera toujours? Chaque Province confédérée des Pays-bas a été continuellement avertie par sa foiblesse & la médiocrité étendue de son territoire, qu'elle devoit tout à son union avec les autres. En Amérique au contraire, combien de vos Républiques, quand elles auront mis en valeur le pays qu'elles possèdent, ne doivent-elles pas se flatter de pouvoir subsister à part, & de former même une puissance très-considérable? Elles regarderont alors le bien de l'union comme une espèce de servitude. Vous voyez d'ailleurs, Monsieur, que vous n'avez point, comme les Provinces unies des Pays-bas, des voisins qui vous inquiètent, dont il faille se défier, qui suspendent l'ac-

tivité de vos passions & vous forcent malgré vous à prendre des mesures pour votre sûreté. Plût à Dieu, Monsieur, que le Canada pût encore vous inspirer les mêmes alarmes, que quand il obéissoit à la France! mais il est vraisemblable que l'Angleterre défabusée enfin de l'espérance de vous soumettre, qu'elle n'auroit jamais dû avoir, ne sacrifiera point les avantages que lui promet votre commerce à je ne fais quels sentimens de vengeance & de vanité qui peut-être sont déjà éteints. Les Espagnols d'un autre côté ne possèdent en Amérique que trop de terres inutiles pour penser à y faire des conquêtes. Vos autres voisins sont des sauvages contents de leurs déserts, & qui ne vous envient point vos possessions. Vous n'avez donc à crain-

dre que vous-mêmes; & si les États-unis s'abandonnent à la sécurité qu'inspire cette position, ne dois-je pas craindre pour eux les malheurs dont je viens, Monsieur, de vous entretenir?

On me dira peut-être que si une de vos provinces est troublée par des dissensions, les États voisins interposeront leur médiation, & parviendront bientôt à rétablir le calme & l'harmonie. Vaine espérance! Qui ne connoît pas le pouvoir que les mots de liberté & de tyrannie exercent sur un peuple qui n'est pas façonné à la servitude! Les troubles d'une seule République seront une espèce de tocsin qui portera l'alarme chez toutes les autres. Les peuples qui n'auroient point encore songé à leur situation, qui n'auroient

pas même de justes sujets de plainte, auront alors de soupçons, des inquiétudes chimériques, si vous le voulez, mais que la crainte, l'espérance & mille autres passions ne rendront que trop réelles. Le feu de la discorde s'étendra; & si vous ne trouvez pas en vous-mêmes un remède contre ce mal, il ne faut pas douter que tous les nœuds de votre confédération ne soient rompus.

Ce remède, Monsieur, vos compatriotes l'ont sous leur main. Il n'est pas question de créer de nouvelles magistratures, ni d'élever parmi vous un Stathouder; il s'agit seulement de donner au Congrès Continental une autorité qui le mettra en état de vous être aussi utile pendant la paix dont vous allez jouir, qu'il l'a été pendant la guerre qui vous a fait

triompher de vos ennemis. Cette auguste assemblée a été l'anneau, la chaîne qui a tenu étroitement unis les treize États; elle en a été l'ame; elle a donné à tous un seul & même esprit, un seul & même intérêt. On peut assurer comme une vérité certaine & évidente, que si chacune de vos Républiques s'étoit conduite par ses délibérations particulières, il n'y auroit eu aucune unité dans vos opérations; vos projets se feroient nuire, vos forces divisées auroient trahi vos espérances; & faute de concert, vous auriez vraisemblablement succombé. Vous devez à ce Conseil votre considération, votre gloire, votre liberté. Vous avez vu que toutes ses délibérations ont été dictées par la prudence, la modération, le courage, la justice

& la générosité. Puisse cet esprit subsister toujours parmi vous ! Mais il ne subsistera point si vous ne prenez les mesures les plus propres à conserver au Congrès la considération dont il jouit, & lui donner en même tems l'autorité dont il a besoin pour cimenter à-la-fois votre union, & prévenir les malheurs dont je viens de parler, & qui ne sont que trop naturels à votre constitution : c'est une vérité qu'on ne sauroit trop répéter.

Pour préparer ce grand ouvrage, je voudrois donc, Monsieur, que chaque République se fit une loi de ne charger de ses pouvoirs dans le Congrès continental, que des citoyens qui auroient été employés dans le conseil auquel elle a confié la puissance exécutive, & s'y seroient distingués par leur probité & leurs ta-

lens. Je voudrois que l'opinion publique établît parmi vous que le plus grand honneur auquel puisse aspirer un citoyen, c'est d'être délégué au conseil de vos Amphictions. Vous sentez combien cette manière de penser seroit propre à donner de l'émulation aux citoyens & à inspirer autant de respect que de confiance pour une assemblée qui vous est bien plus nécessaire qu'elle ne l'étoit autrefois aux Républiques de la Grèce.

Vos Constitutions ont ordonné que ces Magistrats puissent être révoqués dans quelque tems de l'année que ce soit : permettez-moi de vous demander quel est l'esprit de cette loi trop timide, trop soupçonneuse, trop défiante, puisqu'à présent leur magistrature n'est qu'an-

nuelle, & ne peut par conséquent être dangereuse pour la liberté? Prenez-y garde: vous ouvrez une porte à l'intrigue des concurrens qui n'auroient pas été préférés dans vos élections; vous vous exposez à des cabales qui pourront troubler votre repos. Permettez - moi de le dire; rien n'est plus dangereux pour une République que de dépouiller les Magistrats par la simple formule qu'on retire sa confiance. Les Suédois dans ces derniers tems s'en sont bien mal trouvés; & cette manière despotique de traiter les Sénateurs a été une des principales causes qui ont fait perdre son crédit au Sénat & affoibli les ressorts de la constitution suédoise.

J'ajouterai que cette loi dont je me plains me fait presque soupçon-

ner malgré moi, que l'intention de chacune de vos Républiques est peut-être peu conforme à ses vrais intérêts. Pourquoi veut-on, je vous prie, être le maître en tout tems de rappeler le ministre qu'on a député au Congrès? Je n'en devine point le motif; car il seroit insensé qu'un État de la confédération Américaine craignît que son ministre ne trahît sa patrie ou n'abandonnât ses intérêts. Seroit-on peu disposé à se conformer aux vues d'une assemblée dont le premier, ou plutôt le seul devoir, est de ne s'occuper que de l'intérêt général de l'union? Ce seroit bien mal connoître la nature de cette auguste assemblée; ce seroit la confondre avec les Congrès qui s'assemblent quelquefois en Europe pour terminer les différends de plusieurs

puissances ennemies qui ne veulent se réconcilier qu'en se trompant le mieux qu'elles peuvent, & ne cherchent, par une paix plâtrée, qu'à se ménager quelque avantage dans une nouvelle guerre. Quel est donc l'esprit de cette loi? Vos ennemis, Monsieur, diront que les États de l'union américaine ne se sont réservé que par des vues d'ambition, le droit de révoquer arbitrairement leurs ministres au Congrès. Si ces Députés ne sont pas assez rusés, assez subtils, assez menteurs, assez opiniâtres pour faire dominer leur opinion, on veut pouvoir en tout tems leur donner des successeurs plus habiles, capables de prendre l'ascendant sur leurs collègues, de faire prévaloir leur avis, & d'établir une puissance prépondérante dans une

association qui ne peut être utile & subsister que par l'égalité. Politique fautive, honteuse & funeste! Elle supposerait en Amérique la même ambition qui perdit autrefois le Conseil Amphictionique. Dès que la corruption en eut fait le centre de l'intrigue & de la cabale, la Grèce ne fut plus capable de réunir ses forces; Philippe de Macédoine y domina, & les Grecs perdirent leur liberté.

Que les États-unis profitent de cette importante leçon. Que le premier article des instructions qu'ils donneront à leurs Délégués, soit de ne travailler qu'à concilier les esprits, & rapprocher leurs intérêts. Qu'on leur ordonne même de faire des sacrifices pour le bien de la paix & de la concorde. C'est par cette

politique bienfaisante & généreuse que toutes les nations devroient adopter, que les peuples alliés peuvent rendre de jour en jour leur alliance plus étroite & plus utile. En un mot, il importe au bonheur particulier de chaque République de ne pas vouloir dominer dans le Congrès, & de se soumettre au contraire aux vues & aux résolutions d'un Corps qui embrasse les intérêts généraux de la Confédération. Si mes remarques sont vraies, bien loin de chercher à diminuer le crédit du Congrès, vous devez travailler à augmenter son autorité. Menacés des troubles, des divisions, des désordres domestiques dont j'ai parlé, vous ne pouvez vous passer d'une Magistrature suprême pour les prévenir, ou pour les arrêter; & vous

ne pouvez la placer avec sûreté que dans un corps composé des citoyens les plus recommandables de chaque État.

Cet objet est trop important pour ne pas m'y arrêter encore. Je prie d'observer avec attention que les habitans de l'Amérique devant avoir des professions, des droits, des fortunes, des mœurs, & par conséquent des manières différentes d'envisager leurs intérêts, il est impossible que les diverses passions qui en résulteront, n'excitent pas des murmures & des plaintes. En s'aigrissant, ils feront naître des querelles qui doivent causer des troubles funestes, si au lieu d'être arrêtés dans leur naissance, on leur permet de fermenter secrètement dans la cabale & l'intri-

gue. Quels débouchés, si je puis parler ainsi, avez-vous préparés à ces humeurs, pour que leur fermentation ne cause pas une maladie mortelle au corps de la société? Si les citoyens, qui croiront avoir de justes sujets de se plaindre, n'ont pas des voies légales pour se faire entendre, soyez sûr qu'agissant sans règles & par fougue, ils se porteront aux dernières extrémités. C'est pour cette raison que tous les politiques ont extrêmement loué l'établissement des Tribuns dans la République Romaine. Le peuple, sûr d'avoir des protecteurs, se reposoit sur eux du soin de ses intérêts, & ces magistrats populaires avoient eux-mêmes des ménagemens à garder. Ils s'étoient fait des règles & des procédés qui les empêchoient de se

conduire avec l'inconfidération & la violence familières à la multitude. On peut voir dans le Traité des loix de Cicéron, combien l'établissement de ces Magistrats fut salutaire. Mais ne feroit-il pas dangereux de le vouloir transporter aujourd'hui chez vous? Vous n'avez pas les mœurs des premiers Romains; & je craindrois que vos Tribuns ne ressemblassent à ceux des derniers tems de Rome, qui ne furent que des séditieux qui sacrifèrent la République aux intérêts de leurs passions. Ce qui en tiendra lieu, c'est l'autorité du Congrès, si vous lui donnez la forme & le crédit qu'il doit avoir. En voyant un juge au-dessus d'eux, les riches seroient plus mesurés dans leurs entreprises, & le peuple moins inquiet, & moins soupçonneux. L'espérance

de rétablir le Stathouderat empêcha les mécontents des Pays-bas de se livrer à des partis violens. De même l'espérance ou la crainte d'un jugement juridique calmera les esprits en Amérique. Si vos mécontents n'ont la faculté d'adresser leurs remontrances qu'à la puissance législative, ou aux Magistrats chargés du pouvoir exécutif; ils éprouveront le sort des Représentans de Genève, & le désespoir fera prendre des résolutions extrêmes. Je ne vois, Monsieur qu'une seule, une unique ressource pour les Américains; c'est d'établir le Congrès continental juge suprême de tous les différends qui pourront s'élever entre les divers Ordres de citoyens dans les États de l'union. Pourquoi vos législateurs se refuseroient-ils à cet ar-

rangement, puisqu'ils ont déjà accordé à ce Tribunal la prérogative plus importante, de connoître de tous les différends qui peuvent survenir entre vos républiques à l'égard de leurs territoires, ou de tout autre objet? Elles n'ont point cru déroger à leur souveraineté, ni à leur indépendance, en cédant au Congrès seul le droit de traiter avec les puissances étrangères, & en consentant même de ne pouvoir, sans son approbation, faire entr'elles des conventions particulières. Si les riches se refusoient à la loi que je propose, ce seroit un signe certain qu'ils forment déjà des projets d'ambition ou de vanité. Je ne le crois pas, Monsieur; & j'espère au contraire, s'ils sont persuadés que mes craintes ne sont point chimériques, qu'ils verront

avec plaisir se former dans votre confédération une puissance qui favorise l'égalité; qui préservera la première classe des citoyens d'une ambition qui finiroit par les perdre, & la dernière d'une abjection & d'une misère dont les riches, malgré tous leurs efforts, sentiroient bientôt le contre-coup.

Vous ne pouvez donner trop d'autorité à votre Conseil Amphictionique, parcequ'il est impossible qu'il en abuse. Il n'est point dans la nature du cœur humain que des hommes revêtus d'une Magistrature passagère, & qui doivent bientôt retourner dans leur patrie pour s'y confondre avec leurs compatriotes, forment des projets d'usurpation & de tyrannie. Comment les Délégués de

plusieurs provinces éloignées les unes des autres, qui ne se connoissent pas, qui souvent n'auront eu aucune relation entr'eux, pourroient-ils se fier assez les uns aux autres pour oser conspirer de concert, & méditer le projet d'affervir la Confédération? Je fais, Monsieur, que la liberté doit être inquiète & scrupuleuse; mais aussi elle doit être sensée, & ne pas craindre des chimères. Par quel caprice singulier de la fortune, les treize États-Unis nommeroient-ils à-la-fois des scélérats pour les représenter? Autre prodige! Comment s'entendroient-ils? Comment n'auroient-ils qu'un intérêt? Comment leurs vues & leurs mesures ne se contrarieroient-elles pas?

T

Je m'arrête trop longtems sur cette matière, & je vous en demande pardon, Monsieur; mais tous les Américains n'ont pas vos lumières, & c'est pour eux que j'écris. Qu'on me permette donc d'examiner encore la loi par laquelle toutes vos Républiques ont arrêté qu'on enverroit tous les ans de nouveaux Délégués au Congrès. J'aurois presque autant aimé qu'on lui eût ordonné de ne rien faire de raisonnable. Avant que ces nouveaux Magistrats aient eu le tems de se connoître, de s'examiner, de s'entendre, leur Magistrature inutile expirera. Si vous craignez d'avoir parmi vous des principes d'administration fixes & constans, vous ne pouvez pas établir une meilleure règle. Qui vous répondra que le Congrès de l'année

prochaine ne détruira pas tout ce que fait le Congrès actuel? Il ne faut qu'un homme adroit, entêté & éloquent pour tout bouleverser. Vous vous exposez à tous les inconvéniens qu'éprouve l'Angleterre qui change de manières, de procédés, de politique à chaque règne, & même à chaque changement qui se fait dans le ministère; de sorte qu'on ne fait bientôt, ni ce qu'on fait, ni ce qu'on veut, ni ce qu'on peut faire. Dans cette fluctuation, on n'ose se fier au gouvernement, & l'intrigue acquiert de nouvelles forces.

J'ai désiré que les Magistrats chargés dans vos Républiques de la puissance exécutive, fussent plus longtems en place que les loix actuelles ne le permettent, & qu'on per-

fectionnât même à cet égard le règlement des Pensylvaniens: par les mêmes raisons je souhaite actuellement que les Délégués au Congrès continental remplissent au moins pendant trois ans leurs Magistratures, & que cette auguste assemblée, par le secours de cette succession que la Pensylvanie a établie dans la puissance exécutive, ne cesse jamais de se renouveler, & conserve cependant les mêmes maximes. Chaque année, les nouveaux Magistrats, au lieu d'y porter leurs fantaisies, prendront l'esprit de ceux auxquels ils succèdent. Bientôt les affaires seront administrées par des principes constants, & le Gouvernement aura un caractère. Vous ne connoîtrez point cette funeste incertitude qui agite & inquiète les citoyens qui ne pouvant

compter sur rien, ne peuvent s'attacher à leur patrie, & se livrent malgré eux à des projets pernicious. Soyez sûr que le modèle de sagesse que présenteroit l'assemblée du Congrès, ne seroit pas inutile aux Magistrats particuliers de vos Républiques. **A**lors, Monsieur, si la Confédération Américaine, ainsi que je n'ai que trop sujet de le craindre, étoit entraînée ou poussée par son commerce & ses mœurs vers l'Aristocratie, ce sera d'une manière insensible, sans violence & sans convulsion. En accréditant peu-à-peu les prétentions des riches, on ne cessera pas de protéger les droits des pauvres. La coutume établira des tempérans qu'il est impossible de fixer par des loix, mais que l'habitude rendra tolérables & consacra enfin.

Les pauvres n'étant pas vexés, s'accoutumeront à leur sort ; la subordination ne choquera plus les esprits, & le peuple à son aise pensera que les distinctions dont les riches jouissent, leur appartiennent légitimement. Ainsi l'Aristocratie jouissant paisiblement de ses prérogatives, n'aura en Amérique, comme en Suisse, aucun des vices qui lui sont naturels.

Je voudrois, Monsieur, que tous les dix ou douze ans, vous célébraisiez comme votre fête la plus solennelle, le jour où vous avez déclaré que vous étiez affranchis du joug de l'Angleterre. Après avoir rendu grâces au Souverain Maître de l'Univers des faveurs dont il vous a comblés, que la joie la plus vive règne

dans tous les pays de la Confédération; que des illuminations, des jeux, des danses appellent tous les citoyens au plaisir; que les Magistrats & les riches se confondent avec la multitude; que dans ces espèces de Saturnales, les grands montrent l'image de l'égalité; que le peuple y apprenne à aimer sa patrie & ses supérieurs; que ce même jour, les Ambassadeurs de chaque République renouvellent avec pompe votre alliance entre les mains du Congrès; que Dieu soit le garant de leurs promesses & de leurs sermens, & que l'Acte en soit déposé avec cérémonie dans tous les Temples de vos différentes communions. Que les Membres du Congrès cédant ensuite leurs places aux Ambassadeurs qui représentent les Souverains, vien-

nent rendre leurs hommages à la puissance dont ils ne sont que ministres, & jurent en invocant le nom de Dieu, & en présence du peuple, d'observer religieusement les loix, de défendre l'union, & de se soumettre dans tous leurs jugemens aux règles de la justice. Nous avons des sens; il faut les frapper pour nous rendre plus respectables les vérités dont nous avons besoin, & que la multitude ne comprend pas.

Je ne doute point, Monsieur, qu'en examinant, dans le calme de la paix, vos loix & votre situation, les États-Unis ne réparent de la manière la plus heureuse, les inadvertances qui peuvent avoir échappé à leurs premiers Législateurs. Dans le moment qu'éclate une révolution

aussi importante & aussi extraordinaire que la vôtre, il est impossible qu'au milieu des craintes, des alarmes, des préjugés anciens, & de mille passions nouvelles, l'esprit humain faisisse des vérités abstraites dans toute leur étendue, & l'art avec lequel il faut les arranger entr'elles pour rendre les loix plus utiles. Vous allez tout réparer; mais vous ne pouvez trop vous hâter: le tems accrédite les erreurs: profitez du moment où le commerce n'a point encore inspiré aux riches des idées d'ambition & de vanité, & que vos cultivateurs, comptant sur la stabilité éternelle de vos loix, ne soupçonnent même pas qu'on puisse former le projet de les opprimer. Si les querelles que je crains venoient à éclater avant que l'ouvrage de votre

législation fût achevé, il ne seroit peut-être plus tems d'appliquer des remèdes sûrs au mal. Il faudroit se contenter de quelques palliatifs qui paroïtroient calmer les esprits par intervalle, mais qui ne les rassurant pas, exposeroient l'État à des rechûtes toujours plus dangereuses les unes que les autres.

Si des querelles domestiques éclatent dans un des États-Unis, avant que les citoyens trouvent dans leurs constitutions une manière, un moyen de les terminer à l'aimable, ou par les règles de la justice; vous sentez, Monsieur, que les partis opposés n'auront que des paroles & des promesses à se donner; & que, sur de si foibles garans, il est impossible d'établir une paix durable. Une défiance

générale s'emparera des esprits : les uns espéreront de mettre à l'avenir plus d'adresse dans leur conduite, & les autres les observeront avec cette attention soupçonneuse qui s'effarouche aisément & interprète tout en mal : la paix fera donc rompue. Mais qui vous répondra qu'alors les gens de bien puissent encore se faire entendre ? L'esprit de sédition est contagieux chez les peuples. Peut-être que quelques riches même, par des considérations particulières, trahiront la cause de l'Aristocratie, pendant que les brouillons les plus inquiets domineront dans les délibérations de la multitude. On se fera des injures, & la haine, toujours injuste & toujours aveugle décidera enfin du sort de la République.

Qu'on ne se flatte pas que quel-

que État voisin intervienne dans ces différends, & puisse alors les calmer par sa médiation. Ces médiateurs seront trop suspects pour que le parti démocratique veuille s'y fier; on ne verra en eux que des hommes jaloux des droits de l'Aristocratie. Si dans ces circonstances, le Congrès, sans autre autorité que celle qu'il possède aujourd'hui, envoie des Députés pour rapprocher les esprits & rétablir la paix, les écouterait-on avec plus de respect & de confiance? On verra que ce corps est composé des hommes les plus importans & les plus riches de la Confédération; & il n'en faudra pas davantage pour qu'on les soupçonne, qu'on les accuse même d'être plus portés à favoriser les prétentions des riches que les droits du peu-

ple. N'étant point établis juges par la loi, ne paroissant point avec la Majesté & l'appareil d'un tribunal ancien & révééré dont on aime & craint également les décrets, ils ne pourront offrir que leurs bons offices; foible ressource! Les troubles renâtront; on ne fait des dupes qu'une fois, & on ne les croira plus.

Je m'arrête trop longtems sur cette matière, Monsieur: je me contenterai de remarquer qu'avec les mœurs que nous avons en Europe, & qui vraisemblablement ne sont déjà que trop communes en Amérique, l'argent doit usurper enfin un empire absolu. On feroit des efforts inutiles pour s'y opposer; mais peut-être n'est-il pas impossible, avec beaucoup de précautions, d'empêcher que cet empire ne devienne tyrannique. Si

des loix impuissantes n'empêchent pas les commerçans de s'emparer de toute l'autorité; si les mœurs publiques ne viennent pas au secours du peuple; si elles ne donnent pas des bornes certaines à la cupidité, je tremble que tous les liens de votre Confédération ne soient enfin rompus. Des Magistrats commerçans imprimeront leur caractère à la République: tous les États-Unis feront le commerce; & voilà le germe de vos divisions & de la ruine du Congrès continental. Ayant nos vices, vous aurez bientôt notre politique. Chacun de vos États en nuisant au commerce des autres, croira favoriser le sien, tant l'avarice est une passion impérieuse & sotte! Elle vous persuadera qu'il faut faire la guerre pour augmenter vos richesses: vous

aurez une Carthage commerçante & guerrière à-la-fois; & son ambition entée sur l'avarice voudra dominer sur ses voisins, & les traiter en sujets, peut-être même en esclaves. Il se formera une puissance rivale pour lui résister. Vous aurez notre politique trompeuse de l'équilibre; les traités ne conserveront aucune autorité; toutes les alliances seront incertaines & flottantes, & tous vos États oublieront leurs intérêts, pour courir après des chimères.

En voilà trop, & je vous ennuïrois, Monsieur, si je voulois vous prouver que mes craintes ne sont pas vaines. Toute l'histoire viendrait à mon secours; & vous la connoissez mieux que moi. Je ferois voir comment nos vices sont liés les uns aux autres & inséparables; mais je ne

232 *Des États-Unis d'Amérique.*
vous dirois rien de nouveau; votre
étude du cœur humain vous a rendu
toutes ces vérités familières. Person-
ne, Monsieur, ne s'intéresse plus que
moi à votre liberté naissante, & à la
gloire de vos législateurs, à qui on
n'aura aucun reproche à faire, si on
voit qu'ils ont connu tous les écueils
contre lesquels une République peut
échouer; & qu'ils ont tenté de résis-
ter à cette fatalité qui semble avoir
mis des bornes à toutes les choses
humaines. Je fais les vœux les plus
ardens pour votre prospérité; & je
vous prie, Monsieur, de ne jamais
oublier les assurances que je vous
donne de mon zèle pour vos intérêts,
de mon respect, & de mon attache-
ment.

A Passy, 20 Août 1783.

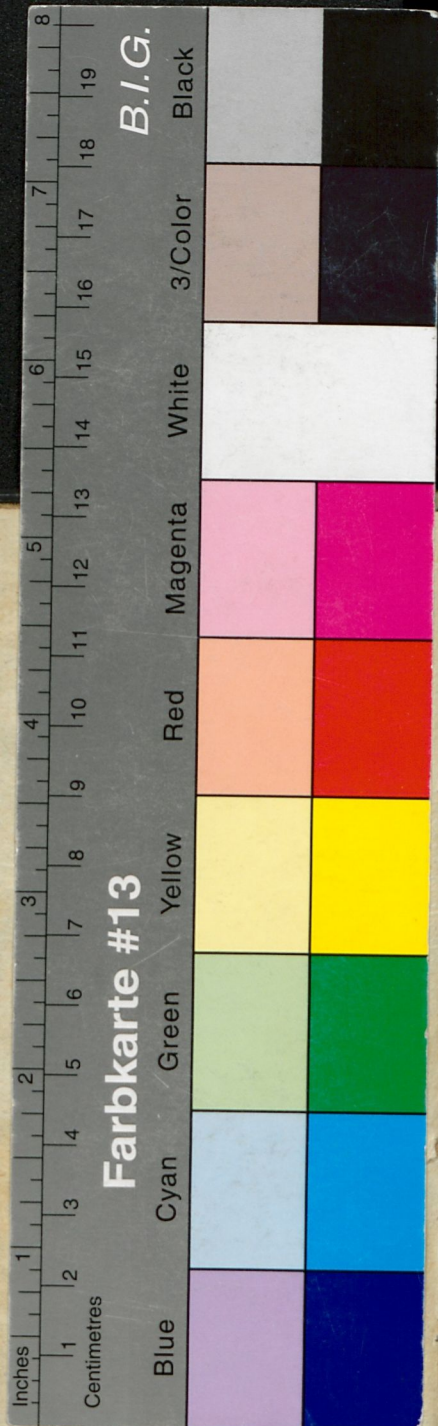




Ku 6232

8

Wt



OBSERVATIONS
 SUR LE
 GOUVERNEMENT
 ET LES LOIX
 DES
 ÉTATS-UNIS
 D'AMÉRIQUE,
 Par Mr. l'Abbé DE MABLY.



A HAMBOURG
 Chez J. G. VIRCHAUX,
 Imprimeur - Libraire.

MDCCLXXXIV.

